



Distribution: générale

Date: 5 juin 2017

Original: anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.A/2017/8-A/1

Questions opérationnelles

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>)

Plan stratégique de pays — Cameroun (2018–2020)

Durée	1 ^{er} janvier 2018–31 décembre 2020
Coût total pour le PAM	182 882 650 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Résumé

Le plan stratégique établi par le PAM pour le Cameroun (2018-2020) est fondé sur les enseignements tirés de l'expérience, les concertations menées avec le Gouvernement, les donateurs et les partenaires, l'examen stratégique Faim zéro et une évaluation des possibilités de financement.

Pour aider le Cameroun à éliminer la faim, le PAM œuvrera avec le Gouvernement en vue d'établir des interventions à long terme visant à améliorer la résilience des communautés vulnérables des régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est. Le renforcement de la résilience des communautés passera par la mise en œuvre d'interventions qui se renforcent mutuellement ayant trait aux moyens d'existence, afin de stabiliser la productivité et la nutrition des communautés, de réduire les pertes après récolte, d'améliorer l'égalité hommes-femmes et l'inclusion sociale et de promouvoir les débouchés commerciaux à l'intention des petits exploitants agricoles. Ces interventions seront renforcées par la mise en place de capacités d'intervention d'urgence faisant appel à des filets de protection sociale en vue d'aider les personnes déplacées et les réfugiés et de protéger les investissements à long terme réalisés par les communautés hôtes en faveur de la résilience. Après une crise, le PAM reprendra ses activités de renforcement de la résilience sur le long terme et, après la survenue d'une situation d'urgence dans une localité stable, il réorientera son action vers le redressement rapide.

Le PAM élargira son partenariat avec le Gouvernement en vue d'établir des systèmes de suivi des données et de reddition de comptes à l'appui du processus de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence, et collaborera avec les organismes des Nations Unies, notamment ceux qui ont leur siège à Rome, et d'autres acteurs non étatiques.

Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng
Directeur régional
pour l'Afrique de l'Ouest
courriel: abdou.dieng@wfp.org

M A. Balde
Directeur de pays
courriel: abdoulaye.balde@wfp.org

Le présent plan stratégique de pays concourt à l'obtention des effets directs stratégiques suivants:

- i) Les populations touchées par une catastrophe, notamment les réfugiés, les personnes déplacées et les populations hôtes dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est, disposent d'un accès sûr à une alimentation suffisante et nutritive pendant et après les crises.
- ii) Les ménages vulnérables en situation de déplacement prolongé et les communautés à risque dans les zones touchées par une insécurité alimentaire chronique disposent toute l'année d'un accès sûr à une alimentation suffisante et nutritive et renforcent leur résilience face aux chocs.
- iii) D'ici à 2020, les taux de malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que chez les femmes et les hommes vulnérables vivant dans les districts prioritaires touchés par l'insécurité alimentaire reculent conformément aux normes nationales.
- iv) D'ici à 2020, les revenus des petits exploitants agricoles touchés par l'insécurité alimentaire, notamment les femmes, vivant dans les districts prioritaires des régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est augmentent durablement, ce qui contribue à améliorer leur autosuffisance et leurs moyens d'existence ainsi qu'à accroître leur productivité.
- v) D'ici à 2030, les efforts déployés par le Gouvernement en vue d'éliminer la faim sont appuyés par des partenariats efficaces.
- vi) La communauté humanitaire au Cameroun a accès aux Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies jusqu'à ce que d'autres solutions satisfaisantes soient disponibles.

Le Gouvernement est le principal partenaire du PAM, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ONU-Femmes, le mouvement Renforcer la nutrition et la Banque mondiale.

Le plan est cohérent avec le document intitulé Cameroun Vision 2035 et le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (2010-2020); il se rattache au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2018-2020) et contribue à la réalisation des résultats stratégiques 1, 2, 3, 5 et 8 du PAM.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Cameroun (2018-2020) (WFP/EB.A/2017/8-A/1), pour un coût total pour le PAM de 182,9 millions de dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Le Cameroun est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, qui compte 23,3 millions d'habitants appartenant à 230 groupes ethniques et linguistiques; 80 pour cent de la population vivent dans huit régions francophones et les 20 pour cent restants dans deux régions anglophones; 54 pour cent résident en zone urbaine. Il existe cinq zones agroécologiques. Le pays produit de nombreuses marchandises agricoles et est doté de ressources naturelles, notamment pétrole, gaz, bois d'œuvre et minerais.
2. Le Cameroun est politiquement stable et paisible, mais il est classé 153^{ème} sur 188 pays selon l'indice de développement humain¹. Entre 2007 et 2014, le nombre de pauvres a augmenté de 12 pour cent pour atteindre 8,1 millions². Le taux de pauvreté est de 39 pour cent, et la pauvreté est concentrée dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est, où résident 90 pour cent des personnes ayant besoin d'une aide humanitaire³.
3. Les conflits dans le nord du Nigéria et le nord-ouest de la République centrafricaine contribuent à exacerber la pauvreté en provoquant le déplacement de réfugiés qui fuient au Cameroun; l'insécurité limite l'accès de l'aide humanitaire dans la région de l'Extrême-Nord et le long des frontières orientales.
4. L'Extrême-Nord est la cible d'attaques de Boko Haram depuis 2013. Des opérations militaires menées conjointement par le Cameroun et le Nigéria ont permis de disperser un grand nombre de combattants, mais de petits groupes lancent encore des attaques imprévisibles qui rendent un grand nombre de zones difficiles à atteindre. Même dans les endroits où la sécurité s'est suffisamment améliorée pour permettre le retour des populations, la présence de munitions non explosées constitue un risque.
5. Avec un indice d'inégalité de genre de 0,879, le Cameroun est classé 132^{ème} sur 188 pays dans le Rapport sur le développement humain⁴; 65 pour cent des femmes sont alphabétisées, contre 78 pour cent des hommes. En 2015, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire était de 90 pour cent et, dans l'enseignement secondaire, de 50 pour cent pour les filles et les garçons⁵.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

6. *Accès à la nourriture.* La consommation alimentaire a progressé, passant de 2 200 kcal/personne/jour en 2011 à 2 550 kcal/personne/jour en 2015, soit au-dessus du seuil minimal des disponibilités alimentaires nationales évalué à 2 400 kcal/personne/jour par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le Gouvernement stabilise les prix des denrées alimentaires depuis 2011: il a constitué des réserves de sécurité, aménagé des entrepôts et créé des marchés spécialisés dans le contexte de la Mission de régulation des approvisionnements des produits de grande consommation⁶.
7. L'insécurité alimentaire a gagné du terrain, passant de 19 pour cent en 2015 à 24 pour cent en 2016 dans les régions ciblées, où la production alimentaire est faible pour diverses raisons: fréquents épisodes de sécheresse et inondations, routes en mauvais état et accès difficile aux marchés, dégradation des terres, absence de services techniques et d'appui institutionnel, et régime foncier désavantageant les femmes d'une manière disproportionnée. L'accès limité à

¹ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Rapports sur le développement humain – Indice de développement humain, <http://hdr.undp.org/fr/data>.

² Les données ne montrent pas de disparités entre hommes et femmes dans les zones touchées par la pauvreté.

³ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Aperçu des besoins humanitaires: https://www.humanitarianresponse.info/en/system/files/documents/files/hno_cameroun_2016.pdf.

⁴ PNUD. Rapports sur le développement humain – Indice d'inégalité de genre.

⁵ Selon ONU-Femmes, le rapport filles/garçons était égal à 94/100 dans l'enseignement primaire, 93/100 dans l'enseignement secondaire et 88/100 dans l'enseignement supérieur.

⁶ Mission de régulation des approvisionnements des produits de grande consommation.

- l'alimentation concerne 25 pour cent des ménages ruraux et 12 pour cent des ménages urbains⁷. Dans les régions ciblées, 14 pour cent des ménages sont dirigés par une femme et 16 pour cent d'entre eux sont touchés par l'insécurité alimentaire.
8. L'insécurité aggrave ces problèmes: 200 000 personnes se sont déplacées à l'intérieur du pays en raison de la crise liée à Boko Haram, et on compte 65 000 réfugiés nigériens dans l'Extrême-Nord tandis que 259 000 réfugiés en provenance de la République centrafricaine vivent dans la partie orientale du Cameroun depuis 2008.
 9. L'arrivée de personnes déplacées dans des zones touchées par l'insécurité alimentaire a des répercussions sur les communautés hôtes, en réduisant la productivité agricole et l'accès aux terres et aux marchés de produits alimentaires⁸. En 2016, l'insécurité alimentaire a menacé 1,4 million de personnes dans l'Extrême-Nord, où 180 000 personnes ont été confrontées à une situation d'insécurité alimentaire grave⁸; dans la région de l'Adamaoua, l'insécurité alimentaire s'est soudainement aggravée pour atteindre un niveau alarmant de 39 pour cent, ce qui a mis en évidence l'absence d'une base de données factuelles solide susceptible d'éclairer les décideurs.
 10. *Fin de la malnutrition.* Selon l'enquête en grappes à indicateurs multiples conduite en 2014, le retard de croissance touche 32 pour cent des enfants de moins de 5 ans, dont 13 pour cent sous une forme grave⁹. Sur les 258 000 enfants de moins de 5 ans touchés par la malnutrition aiguë modérée – soit 14,8 pour cent du total – on comptait 49 pour cent de garçons et 51 pour cent de filles. Dans l'Extrême-Nord, 42 pour cent des enfants de ce groupe d'âge souffraient de retard de croissance; ils étaient 34 pour cent dans le Nord, 38 pour cent dans l'Adamaoua, et 36 pour cent dans l'Est¹⁰.
 11. L'examen stratégique Faim zéro de 2016 a montré qu'au niveau individuel, la malnutrition était essentiellement due à l'incidence élevée des maladies diarrhéiques qui limitent la biodisponibilité des éléments nutritifs. Aux niveaux du ménage et de la communauté, les causes principales étaient la faible consommation d'aliments nutritifs par les jeunes enfants, les maladies diarrhéiques, l'accès limité à l'eau propre et aux systèmes d'assainissement, la couverture insuffisante des services sanitaires et l'accès limité aux traitements à base de vitamine A. Faute de capacités, 500 000 personnes vivant avec le VIH ne peuvent pas accéder au traitement antirétroviral; la malnutrition fait partie des facteurs majeurs qui contribuent à la non-observance du traitement antirétroviral¹¹. Les femmes sont plus touchées par le VIH que les hommes: la prévalence chez les femmes âgées de 15 à 49 ans est de 5,6 pour cent, contre 2,9 pour cent chez les hommes. En 2011, une étude de la vulnérabilité des personnes vivant avec le VIH et suivant une thérapie antirétrovirale a montré que 14,1 pour cent d'entre elles souffraient de malnutrition aiguë.
 12. Le traitement n'a pas contribué à réduire notablement la prévalence de la malnutrition aiguë ni la mortalité qui lui est associée, la cause essentielle en étant que les programmes de traitement de la malnutrition aiguë modérée n'atteignent que de 20 à 30 pour cent des cas dans les zones rurales, soit des pourcentages bien en deçà des normes du projet Sphère. Il faut s'attaquer de toute urgence aux racines de la malnutrition chez le nourrisson.

Productivité et revenus des petits exploitants

13. La disponibilité alimentaire par habitant est satisfaisante, mais le taux de croissance annuel de la production agricole, qui est de 2 pour cent, est inférieur au taux de croissance démographique de 3 pour cent. La production locale fournit 74 pour cent des céréales et la majeure partie du bétail, mais bien que l'approvisionnement alimentaire des villes soit complété par des importations, les

⁷ PAM – Évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence 2016.

⁸ Stratégie nationale du secteur protection au Cameroun 2016-2017.

⁹ Enquête en grappes à indicateurs multiples.

¹⁰ Il n'existe pas de données ventilées par sexe sur le retard de croissance. L'enquête de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition (SMART) conduite en 2014 dans les quatre zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire a permis de constater que le retard de croissance concernait davantage les garçons que les filles.

¹¹ Selon le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le taux de prévalence du VIH au Cameroun serait de 4,5 pour cent.

marchés provinciaux dépendent des petits exploitants agricoles, dont 56 pour cent sont pauvres. La productivité est faible, avec des rendements céréaliers moyens de l'ordre de 1,68 tonne/hectare en 2014¹².

14. L'importance des petits exploitants agricoles pour la sécurité alimentaire nationale est reconnue¹³, mais la petite taille des exploitations, le faible niveau de mécanisation, les besoins importants en main-d'œuvre, l'emploi limité d'intrants externes et l'absence de stratégie de conservation des sols compromettent l'augmentation de la productivité. De plus, avec 66 pour cent de terres cultivées placés sous contrôle coutumier, l'accès à la terre peut être incertain, ce qui n'incite guère les petits exploitants à investir dans leurs systèmes agricoles. La faible productivité est aggravée par l'absence d'infrastructures agricoles susceptibles de faciliter la production et des pertes après récolte élevées (25 pour cent), de sorte que la durabilité des systèmes alimentaires locaux est fragile et à la merci des aléas climatiques¹⁴.
15. L'intégration dans les marchés¹⁵ est faible, car 1,3 pour cent seulement des petits agriculteurs sont membres d'organisations paysannes et seuls 4,4 pour cent de l'ensemble des producteurs agricoles ont accès à un appui financier. Le commerce rural est informel et dominé par les commerçants transfrontaliers, des hommes pour la plupart, qui approvisionnent le Gabon, le Nigéria et le Tchad où la demande d'importation de produits alimentaires est importante¹⁵. Ces facteurs limitent l'aptitude des producteurs ruraux, en particulier les femmes, à innover, s'organiser ou investir dans la production et la commercialisation¹⁶.

Systèmes alimentaires durables

16. Les investissements nationaux privilégient la productivité commerciale aux fins de l'exportation et de l'approvisionnement alimentaire national. Les nouvelles variétés, les engrais et les machines agricoles sont peu employés. Le changement climatique est reconnu comme étant un défi pour les systèmes alimentaires, surtout dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, mais aucune prévision météorologique saisonnière n'est disponible et il n'existe pas de stratégie nationale en la matière¹⁷.
17. Aucun système de suivi des progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2 n'a été mis en place, pas plus qu'une plateforme multisectorielle permettant d'élaborer des programmes nationaux en vue de l'élimination de la faim: en conséquence, il est prévu de réaliser à la mi-2017 une analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité tenant compte de la problématique hommes-femmes.

Environnement macroéconomique

18. En 2013, le produit intérieur brut (PIB) par habitant était de 2 739 dollars et les indicateurs sociaux rendaient compte du statut de pays à faible revenu¹⁸; aujourd'hui, le revenu par habitant est inférieur à celui que l'on observait au cours des années 1980, lorsque les réformes structurelles et la dévaluation de la monnaie avaient fait chuter de moitié les salaires des fonctionnaires. La richesse est inégalement répartie, notamment entre le Nord et le Sud, et le sous-emploi est aggravé par l'insécurité et les déplacements de populations. La participation de 54,7 pour cent de femmes aux activités économiques est concentrée dans le secteur informel précaire, parce que les femmes ont difficilement accès à la terre, aux capitaux et aux financements.

¹² FAOSTAT et *diagnostic-pays systématique de la Banque mondiale*. Les données relatives à la productivité ne sont pas ventilées par sexe ou par âge ni par type de production (agriculture commerciale ou agriculture paysanne).

¹³ *Plan national d'investissement agricole* (2014).

¹⁴ *Banque mondiale, diagnostic-pays systématique*.

¹⁵ *Évaluation de l'intervention prolongée de secours et de redressement menée par le PAM*.

¹⁶ Examen stratégique Faim zéro pour le Cameroun, *Gender and Markets and Value Chain Analysis in the North and Far-North Regions of Cameroon*, et *Gender and Markets Case Study for the Lake Chad Basin*.

¹⁷ *Document de travail 4364 de la Banque mondiale*.

¹⁸ <http://hdr.undp.org/fr/countries/profiles/CMR>.

19. Le taux de croissance du PIB devrait toutefois être de l'ordre de 5,6 pour cent en moyenne par an au cours des prochaines années, en conséquence de la stabilité politique, de termes de l'échange satisfaisants, de l'urbanisation et du vaste programme d'investissement public associé au document de stratégie pour la croissance et l'emploi (2010-2020). Cependant, l'évolution des cours mondiaux, notamment la faiblesse récente du prix du pétrole, a eu de lourdes conséquences sur le remboursement de la dette publique.

Principaux liens intersectoriels

20. Le Gouvernement entend mettre l'accent sur l'établissement de partenariats institutionnels pour atteindre l'ODD 17. Les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture ouvrent des perspectives de réduction du sous-emploi et de la pauvreté grâce à une meilleure protection sociale au titre de l'ODD 1, notamment en ce qui concerne les femmes et les jeunes. L'amélioration de la participation des femmes aux prises de décision et aux organisations dans le secteur agricole favorisera l'égalité hommes-femmes.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

21. Selon les estimations, 259 000 réfugiés ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate et 589 000 personnes déplacées et résidents vulnérables touchés par la crise ont besoin d'une assistance alimentaire pour le redressement à long terme de leurs moyens d'existence¹⁹. Dans le Nord, l'afflux massif de réfugiés et de personnes déplacées a attisé les rivalités pour l'utilisation des ressources et exacerbé les tensions entre pasteurs et agriculteurs concernant les voies de transhumance et l'accès aux terres et à l'eau²⁰.
22. Les taux de malnutrition aiguë globale dans les régions ciblées sont en moyenne de 6 à 7 pour cent. Dans le département du Logone, dans l'Extrême-Nord, ce taux est de 10,9 pour cent, avec 2 pour cent de malnutrition aiguë sévère – c'est-à-dire au-dessus du seuil d'urgence²¹; la malnutrition aiguë sévère touche aussi l'Adamaoua à hauteur de 1,8 pour cent. Certains appellent à passer du traitement de la malnutrition à une prévention à long terme fondée sur des actions multisectorielles conjointes et coordonnées visant à améliorer la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau, l'hygiène et la protection²².
23. L'examen stratégique Faim zéro de 2015/2016 a permis de définir les besoins auxquels il fallait répondre pour atteindre les cibles de l'ODD 2:
- existence d'un cadre réglementaire et institutionnel cohérent dans les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire;
 - existence d'un cadre politique permettant de rationaliser les programmes et les initiatives ayant trait à la sécurité alimentaire;
 - amélioration du suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre de systèmes coordonnés de préparation et d'intervention;
 - production régulière de statistiques agricoles à l'appui de la prise de décisions;
 - adhésion au mouvement Renforcer la nutrition (SUN) axé sur la prévention de la malnutrition;
 - accentuation de l'accès à la nourriture grâce à l'amélioration de l'entreposage et de la transformation des produits alimentaires et à la mise en place de filets de protection sociale à l'intention des ménages pauvres; et
 - accroissement de l'appui apporté à la production locale et mise à disposition d'une palette plus variée d'aliments nutritifs dans les régions à risque d'insécurité alimentaire, et tout particulièrement dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est.

¹⁹ Plan de réponse humanitaire.

²⁰ Stratégie nationale du secteur protection au Cameroun 2016-2017.

²¹ Fonds des Nations Unies pour l'enfance/Ministère de la santé. Résultats préliminaires de l'enquête nutritionnelle SMART.

²² OCHA. Plan de réponse humanitaire 2017.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

24. Les politiques et les programmes nationaux relatifs à l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition s'inspirent du document du Gouvernement intitulé Vision 2035²³ et du document de stratégie pour la croissance et l'emploi, qui vise une croissance annuelle moyenne de 5,5 pour cent, une réduction de 33 pour cent du sous-emploi, un recul du taux de pauvreté en deçà de 28 pour cent d'ici à 2020, et un doublement de la production agricole.
25. Le Plan national d'investissement agricole (2014-2020)²⁴ permettra de créer un environnement favorable à l'accroissement de la production agricole destinée à l'exportation et à la satisfaction des besoins nationaux, grâce à un accroissement de l'accès aux marchés permettant d'améliorer le niveau de vie des producteurs ruraux et de favoriser l'augmentation des investissements consacrés aux ressources en terres et en eau. Jusqu'ici, le Gouvernement a rempli ses engagements de financement mais n'est parvenu à mobiliser auprès de sources externes qu'un montant de 950 millions de dollars, ce qui laisse un déficit de financement de 2,5 milliards de dollars – soit 43 pour cent.
26. Le Gouvernement se penche actuellement sur les politiques de protection sociale qui prennent en compte les droits des femmes et sur les filets de protection sociale qui favorisent une participation plus active des femmes à l'économie nationale.
27. La politique nationale relative à l'alimentation et à la nutrition (2015-2035) facilitera l'adoption d'une approche multisectorielle pour coordonner la prévention de la malnutrition, conformément aux principes du mouvement SUN²⁵. Elle prévoit la mise en place de stratégies complémentaires destinées à réduire les maladies non transmissibles, à accroître la production et la consommation d'aliments sains et nutritifs et à intégrer des objectifs relatifs à l'alimentation et la nutrition dans les programmes agricoles avec l'appui de la Stratégie sectorielle de santé 2016-2027 pour ce qui est de la prévention de la malnutrition et de la dispensation d'une éducation nutritionnelle.
28. L'alimentation scolaire est placée sous la houlette du Ministère de l'éducation de base et bénéficie de l'appui des ministères de l'agriculture et de la santé. Dans le cadre des initiatives axées sur le partenariat au service du développement social national, une équipe composée de membres du gouvernement qui s'est rendue au Brésil en 2014 a conclu qu'il était nécessaire de fonder l'alimentation scolaire sur une approche commerciale intersectorielle créant des liens entre les écoles et les producteurs.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

29. L'équipe de pays des Nations Unies travaillera avec le Gouvernement dans le contexte du document de stratégie pour la croissance et l'emploi, afin de réduire la vulnérabilité des personnes les plus marginalisées en ciblant l'appui sur les régions géographiques les plus à risque, tout en mettant l'accent sur la mise en place de systèmes de protection sociale, l'accès aux services sociaux, la création de possibilités d'emploi et la promotion d'approches qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes et contribuent ainsi à renforcer la résilience et à autonomiser les femmes²⁶.
30. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) (2018-2020) privilégie l'adoption de l'approche "Unis dans l'action" du système des Nations Unies afin d'aider le Gouvernement à atteindre les ODD, en centrant les efforts sur les quatre régions ciblées et en coordonnant les activités des organismes des Nations Unies pour:
 - i) accroître les possibilités d'emploi décent et la prise de mesures de protection des femmes, des jeunes, des enfants et des personnes socialement vulnérables dans les zones visées;

²³ Cameroun Vision 2035. ([http://cm.one.un.org/content/dam/cameroon/docs-one-un-cameroun/2017/vision_cameroun_2035%20\(1\).pdf](http://cm.one.un.org/content/dam/cameroon/docs-one-un-cameroun/2017/vision_cameroun_2035%20(1).pdf)).

²⁴ Plan national d'investissement agricole.

²⁵ <http://scalingupnutrition.org/fr/pays-sun/cameroon/>.

²⁶ Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2018-2020).

- ii) améliorer la situation sanitaire des populations ciblées et mettre en place des mesures permettant de prévenir la malnutrition des enfants sous toutes ses formes;
- iii) renforcer l'accès à l'éducation et à des formations professionnelles de qualité, en particulier à l'intention des groupes vulnérables; et
- iv) accroître la résilience des populations ciblées, notamment les femmes, en s'attaquant à l'insécurité alimentaire et en limitant les chocs environnementaux, sociaux et économiques.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

31. En 2016, il est ressorti des évaluations de l'opération d'urgence régionale 200777 et de l'intervention prolongée de secours et de redressement 200552 que le PAM devait appliquer à l'assistance opérationnelle et technique des approches intégrées, de portée générale et transposables à plus grande échelle²⁷ comme le préconisaient l'examen stratégique Faim zéro et le PNUAD, dans lesquels il était recommandé que le PAM adopte une approche flexible pour accélérer le passage des interventions d'urgence au redressement rapide et aux approches de long terme axées sur la résilience et tenant compte de la problématique hommes-femmes, en fonction des demandes, des capacités et des besoins locaux.
32. Le PAM aidera le Gouvernement à renforcer les capacités institutionnelles aux fins de la mise en place de filets de sécurité durables propres à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il est démontré que, dans un environnement de ce type, les femmes contribuent davantage à la prise de décisions²⁸ et les ménages vulnérables accèdent plus facilement à la nourriture et participent aux activités de redressement communautaire qui apportent des avantages humanitaires et favorisent le développement et la consolidation de la paix²⁹.
33. L'expérience du PAM dans le domaine de la nutrition montre que, lorsqu'il s'agit d'une activité isolée, la supplémentation alimentaire ciblée ne suffit pas à corriger des taux élevés de malnutrition aiguë modérée et de retard de croissance: il est donc recommandé de recourir à un ensemble de mesures de soutien nutritionnel associé à un appui visant à aider les communautés à améliorer la gestion de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de la sécurité alimentaire³¹.
34. Pour parvenir à éliminer la faim, il faudra pouvoir compter sur des communautés agricoles résilientes qui gèrent les ressources naturelles d'une manière durable et équitable et qui accroissent leur productivité. C'est pourquoi le PAM et la FAO miseront sur un ensemble élargi de mesures d'appui relevant de l'approche à trois niveaux et de l'approche des communes de convergence pour obtenir un impact durable³⁰: il s'agira notamment de recourir à la planification communautaire participative³¹ et à des modalités telles que les systèmes de bons scolaires qui facilitent l'intégration des petits exploitants agricoles dans les filières³².
35. On répondra aux différents besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons, ainsi que des communautés dans leur ensemble, dans les périodes de crise, d'après crise et de renforcement de la résilience, en fonction d'analyses de la problématique hommes-femmes et d'analyses économiques solides, fondées sur des systèmes efficaces de collecte de données, de suivi et de reddition de comptes exploitant des données ventilées par sexe et par âge, et sur le partage des

²⁷ Évaluations indépendantes de l'intervention prolongée de secours et de redressement 200552 et de l'opération d'urgence 200777 menées en 2016.

²⁸ Initiative concernant la problématique hommes-femmes et les marchés en Afrique de l'Ouest.

²⁹ *The impact of cash transfers on nutrition in emergency and transitional contexts; The role of social safety nets in social protection: update of WFP's safety nets policy; Safety Nets Guidelines; From Protection to Production; et Cash transfers: what does the evidence say?*

³⁰ Carucci, V. 2016. *Livelihood assets (FFA) for community resilience building in Cameroon*. Douala, PAM. Voir aussi: *Resilient Livelihoods: Disaster Risk Reduction for Food and Nutrition Security; et Increasing the Resilience of Agricultural Livelihoods*.

³¹ Approche à trois niveaux du PAM.

³² *Building Resilience through Asset Creation*.

informations entre pays et organisations et la planification commune des interventions. Cette démarche sera appuyée par l'amélioration des partenariats et des systèmes nationaux dans tous les secteurs afin de favoriser la coordination et la mise en œuvre d'approches communes à tous les niveaux.

36. L'évaluation du portefeuille de pays du PAM et les évaluations conduites par la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA) en 2017 aideront les organismes ayant leur siège à Rome à élaborer un plan commun qui explorera les possibilités d'achat et de transfert d'actifs au niveau communautaire pour appuyer l'accès au marché et contribuera à la mise en place au niveau national de systèmes de gestion de données, de suivi et de reddition de comptes, susceptibles d'améliorer la base de données factuelles utiles aux processus de préparation et d'intervention.

2.2 Potentialités pour le PAM

37. A l'issue de l'examen stratégique Faim zéro, six recommandations ont été adressées au PAM, concernant le renforcement des capacités nationales pour:
- i) développer l'accès à l'alimentation scolaire utilisant des produits locaux;
 - ii) étendre les filets de protection sociale;
 - iii) établir un système d'alerte rapide et d'intervention fondé sur une surveillance rigoureuse des données;
 - iv) appuyer la réduction des pertes après récolte afin d'améliorer les disponibilités alimentaires des ménages;
 - v) développer la transformation et la biofortification des produits alimentaires; et
 - vi) appuyer la prévention de la malnutrition au moyen d'une meilleure éducation nutritionnelle.
38. Selon sa théorie du changement, le PAM prévoit de mener un travail de longue haleine pour améliorer la résilience des ménages et des communautés vulnérables dans les régions ciblées en renforçant leurs capacités, en vue d'appuyer la mise en œuvre d'interventions à assise communautaire relatives à la nutrition et aux moyens d'existence, de mettre en place des infrastructures, de stabiliser les ressources productives, de créer des débouchés commerciaux et de favoriser l'inclusion sociale.
39. À cet effet, il faudra mener des interventions flexibles et qui se renforcent mutuellement, et notamment développer des capacités de préparation et d'intervention, pour fournir une assistance aux groupes déplacés et aux réfugiés et protéger la résilience à long terme des communautés hôtes en vue de garantir la durabilité. Après une crise, le PAM centrera ses efforts sur le redressement rapide au moyen d'une éducation aux risques de catastrophe et sur la mise en place de filets de protection sociale au service de la résilience communautaire (voir la partie 3.1).
40. Les opérations seront transposées à grande échelle grâce à l'établissement de partenariats renforcés avec le Gouvernement et les organismes ayant leur siège à Rome. Le PAM aidera le Gouvernement à créer un environnement favorable dans lequel des partenariats multisectoriels appuieront: un système national de filets de protection sociale, le plan d'action conjoint pour la prévention de la malnutrition, des systèmes d'information améliorés sous-tendant la préparation aux catastrophes, la planification associée aux processus de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence et la programmation conjointe avec les organismes ayant leur siège à Rome et les organisations non gouvernementales (ONG) visant le renforcement de la résilience des communautés.

2.3 Réorientations stratégiques

41. Le PAM mettra en œuvre une approche communautaire dans le contexte des interventions d'urgence, du redressement rapide et du renforcement de la résilience. L'extension des filets de protection sociale permettra d'établir des liens entre l'appui d'urgence et le redressement rapide: à cet effet, il faudra adopter une approche flexible fondée sur les transferts monétaires et les transferts de vivres assortis ou non de conditions et sur l'apport d'un appui saisonnier, en fonction des besoins.

42. Les stratégies relatives à la résilience seront formulées à partir des plans communautaires participatifs élaborés selon les principes de l'approche à trois niveaux qui permet aux ménages et aux communautés de participer à la prise de décisions³³. L'appui sera centré sur la création d'actifs durables, la promotion de la résilience et la régénération des écosystèmes, au moyen d'une gestion améliorée de l'eau, des terres et des ressources forestières susceptible de réduire les risques de conflits. Le PAM collaborera avec les autorités locales, la FAO, le FIDA et d'autres acteurs afin de synchroniser les activités et de fournir une contribution et un appui complémentaires³³.
43. Le PAM aidera le Gouvernement à mettre en place des systèmes de protection sociale qui tiennent compte des questions de nutrition et soient équitables et réactifs en cas de choc et à faire en sorte que, d'une part, les transferts sociaux soient conçus avec des objectifs mesurables pour s'attaquer aux causes profondes de la dénutrition et que, d'autre part, les futurs systèmes de transfert s'attaquent aux causes de la malnutrition, notamment les inégalités hommes-femmes.
44. Les partenaires du domaine de la nutrition plaideront pour un renforcement des capacités nationales relatives aux filets de sécurité liés à la nutrition, conformément aux principes du mouvement SUN, et pour la mise en place d'initiatives du secteur privé axées sur la biofortification des aliments.
45. Le PAM travaillera avec des partenaires pour renforcer l'aptitude des pouvoirs publics à gérer des filets de protection sociale contribuant à la réalisation de l'ODD 2. Dans le cadre de l'apprentissage Sud-Sud, des pays du bassin du lac Tchad et la Chine, le Brésil et l'Éthiopie concourront à l'élaboration d'un cadre politique cohérent pour l'extension des filets de sécurité utilisant la plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE)³⁴. Toutes les initiatives tiendront compte de la problématique hommes-femmes.
46. En mettant l'accent sur l'établissement de systèmes solides de gestion des données, de suivi et de reddition de comptes, le PAM contribuera à améliorer les capacités du Gouvernement en ce qui concerne les processus d'alerte rapide, de préparation et d'intervention et la conduite d'analyses infrarégionales de la sécurité alimentaire propres à éclairer une programmation fondée sur des données factuelles; les résultats seront mis à la disposition des communautés afin de leur permettre de participer à la planification des actions de redressement rapide et de renforcement de la résilience.
47. Le PAM aidera le Gouvernement à travailler avec la FAO, le FIDA et le module de la sécurité alimentaire pour intégrer les cadres administrés par ces institutions et mettre au point un système national de suivi et de reddition de comptes permettant d'optimiser la base de données factuelles et de suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'ODD 2.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

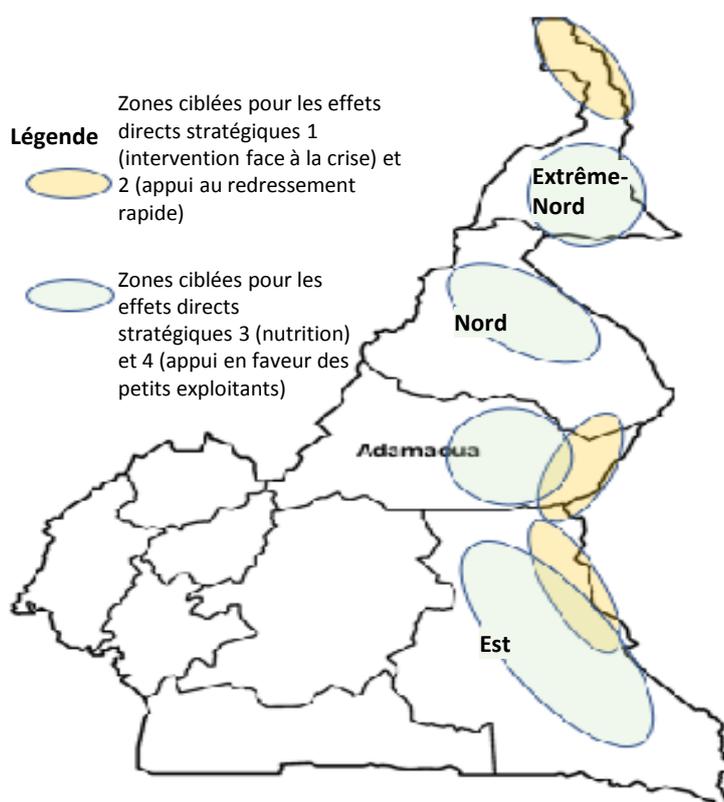
48. Le PNUAD (2018-2020) et l'examen stratégique Faim zéro de 2016 jettent les bases de la contribution du PAM dans six domaines:
 - i) faire en sorte que les réfugiés et les personnes déplacées vulnérables aient accès à la nourriture pendant les périodes de crise;
 - ii) appuyer les interventions de formation conduites par les pouvoirs publics pour la création d'actifs communautaires susceptibles d'aider les ménages et les communautés touchés par les crises à passer au redressement rapide et à améliorer leur résilience en cas de choc;
 - iii) passer progressivement du traitement de la malnutrition aiguë à l'offre d'un appui aux approches intégrées de prévention de la malnutrition aiguë et chronique;

³³ [Approche à trois niveaux du PAM.](#)

³⁴ Examen stratégique Faim zéro de 2016 et avis du Gouvernement et des partenaires sur le projet de plan stratégique de pays.

- iv) aider le Gouvernement à établir des liens entre les activités visant à améliorer les actifs communautaires, à accroître la productivité et à favoriser la régénération des écosystèmes, grâce à une gestion des ressources naturelles qui tienne compte des risques de conflits, à un meilleur accès aux marchés et, éventuellement, à un programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale;
 - v) aider le Gouvernement à concevoir des systèmes nationaux de filets de protection sociale et de suivi et à améliorer la mobilisation de ressources destinées à la réalisation de l'ODD2; et
 - vi) assurer des services aériens pour permettre à la communauté humanitaire d'atteindre les bénéficiaires selon les besoins.
49. Chaque domaine est associé à un effet direct stratégique du plan stratégique de pays (PSP). Les effets directs stratégiques se renforcent mutuellement et favorisent les synergies et les partenariats à l'appui d'un programme national de renforcement de la résilience des ménages et des communautés tenant compte de la problématique hommes-femmes.
50. La mise en œuvre du PSP se concentrera sur les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est; la figure 1 montre les effets directs stratégiques concernés. Certaines activités de renforcement des capacités et d'appui à la mise en place de systèmes de protection sociale seront menées au niveau national.

Figure 1: Effets directs stratégiques – régions et lieux ciblés



51. Les questions transversales, notamment la protection et la responsabilité à l'égard des populations touchées, sont au cœur des opérations du PSP. Conformément au Plan stratégique du PAM pour 2017-2021 ainsi qu'à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020) et au plan d'action correspondant, les questions relatives à l'égalité des sexes seront intégrées dans la conception, la mise en œuvre et le suivi du PSP, pour faire en sorte que les programmes et les politiques qui visent l'instauration d'un monde libéré de la faim favorisent l'évolution des relations hommes-femmes.

52. Le PAM collaborera avec le Gouvernement et ses partenaires pour faire en sorte que soit en place un cadre politique reconnaissant les contributions des petits exploitants agricoles, femmes et hommes, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, promouvant les filets de protection sociale et les approches communes et garantissant l'accès des groupes de bénéficiaires à l'aide humanitaire.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par une catastrophe, notamment les réfugiés, les personnes déplacées et les populations hôtes dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est, disposent d'un accès sûr à une alimentation suffisante et nutritive pendant et après les crises

53. Le PAM continuera à fournir une assistance alimentaire vitale aux populations touchées par des crises. Les déplacements et les retours de population devraient se poursuivre, exigeant l'apport d'un appui vital immédiat puis d'une aide en faveur des moyens d'existence. Il est probable que le nombre de bénéficiaires fluctue: des déplacements majeurs sont à prévoir si Boko Haram lance de nouvelles attaques dans l'Extrême-Nord et si les conditions de sécurité au Nigéria et en République centrafricaine se dégradent. Le PAM adaptera son approche à l'évolution du contexte.

Domaine d'action privilégié

54. L'effet direct stratégique 1 est centré sur la mise en œuvre d'une intervention efficace face à la crise, en faveur des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés touchées par la crise confrontés à l'insécurité alimentaire.

Produit escompté

55. L'assistance du PAM contribuera à l'obtention de l'effet direct stratégique 1 par l'intermédiaire d'un produit:
- i) Dans les zones touchées par une crise, les femmes, les hommes, les filles, les garçons et les communautés à risque, les réfugiés et les personnes déplacées (niveau 1)³⁵ reçoivent une assistance alimentaire leur permettant de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.

Activités essentielles

56. *Activité 1: Offrir aux ménages vulnérables touchés par une catastrophe une assistance alimentaire non assortie de conditions accompagnée d'actions de communication relatives aux changements sociaux et comportementaux.* Le PAM fournira une assistance alimentaire d'urgence immédiate pour éviter aux réfugiés et aux personnes déplacées touchés par un choc de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire. La modalité de transfert sera adaptée aux besoins et aux préférences des groupes ciblés, compte tenu de l'âge, du sexe, de la diversité et de l'évolution du contexte économique et des conditions de sécurité. Les dirigeants communautaires seront sensibilisés aux messages relatifs aux changements sociaux et comportementaux, qui s'accompagneront d'une action de sensibilisation à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et insisteront sur l'importance de la consommation d'aliments diversifiés, de l'assainissement, de l'hygiène et de l'égalité des sexes.
57. Les populations vulnérables récemment déplacées dans les régions ciblées recevront une aide dans le cadre d'une distribution générale de colis alimentaires comprenant du SuperCereal. Le PAM travaillera avec les organismes des Nations Unies, les ministères, les ONG et les organisations de la société civile pour faire en sorte que le ciblage fondé sur la vulnérabilité tienne compte de l'âge, du sexe et de la diversité.

³⁵ Les bénéficiaires du niveau 1 sont les personnes qui bénéficient directement des interventions du PAM – il ne s'agit donc ni d'institutions, ni de systèmes. Ceux des niveaux 2 et 3 en bénéficient indirectement.

58. Conformément aux engagements pris par le PAM en matière de protection, les groupes vulnérables seront répertoriés au moyen d'analyses participatives de la problématique hommes-femmes et de la protection. Des mécanismes de remontée de l'information permettront aux bénéficiaires³⁶ d'exprimer leurs avis, que le PAM prendra en compte par l'intermédiaire de la plateforme SCOPE en ajustant les opérations en conséquence.
59. Le PAM respectera les normes de protection des données et de confidentialité lors de l'enregistrement des bénéficiaires et des distributions de vivres ou des décaissements en espèces³⁷, en faisant attention aux questions liées à la problématique hommes-femmes et à la protection, notamment pour ce qui est de l'enregistrement des ménages polygames et des ménages ayant une femme à leur tête, et aux risques associés à la possession d'une carte d'identification des Nations Unies. Le personnel, les partenaires et les sous-traitants seront formés aux questions de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles.

Effet direct stratégique 2: Les ménages vulnérables en situation de déplacement prolongé et les communautés à risque dans les zones touchées par une insécurité alimentaire chronique disposent toute l'année d'un accès sûr à une alimentation suffisante et nutritive et renforcent leur résilience face aux chocs

60. Le PAM aidera le Gouvernement à intervenir à un stade précoce selon une approche axée sur les communautés qui facilite le passage au renforcement de la résilience sur le long terme en permettant aux communautés de conserver leurs actifs pendant les périodes de crise et ainsi de pouvoir rétablir leurs moyens d'existence rapidement. Cette transition donne au PAM la possibilité de collaborer avec des partenaires étatiques et non étatiques et d'autres organismes des Nations Unies à la mise en œuvre d'activités de création d'actifs menées parallèlement à des interventions complémentaires relatives à l'alimentation et à la nutrition. Une éducation aux questions nutritionnelles sera assurée parallèlement aux transferts de vivres et aux transferts de type monétaire en vue de donner équitablement aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux résidents ciblés, femmes et hommes, de nouvelles perspectives de moyens d'existence.

Domaine d'action privilégié

61. L'effet direct stratégique 2 est centré sur une intervention de redressement rapide associée à une approche de renforcement de la résilience, qui vise à appuyer les moyens d'existence des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés hôtes lors de crises prolongées, tout en renforçant leur résilience.

Produits escomptés

62. L'assistance du PAM contribuera à l'obtention de l'effet direct stratégique 2 par l'intermédiaire de quatre produits:
- i) Les femmes, les hommes, les filles et les garçons en situation d'insécurité alimentaire dans les communautés à risque (niveau 1) reçoivent une assistance alimentaire pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.
 - ii) Les femmes, les hommes et les communautés touchés par l'insécurité alimentaire au sortir d'une crise (niveau 1) reçoivent une assistance alimentaire pour améliorer les moyens d'existence, en vue d'un redressement rapide.
 - iii) Les femmes et les hommes en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées (niveau 1) participent à la création d'actifs pendant les saisons de soudure en échange de vivres ou d'espèces leur permettant de combler les pénuries alimentaires à court terme.
 - iv) Les femmes et les hommes en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées (niveau 1) participent à la création d'actifs et à des programmes de filets de sécurité fondés sur des activités productives, pour améliorer leur productivité et leur sécurité alimentaire et, sur le long terme, être en mesure de s'adapter aux changements environnementaux et de contribuer à la régénération des écosystèmes.

³⁶ Voir les [prescriptions minimales du PAM en la matière](#).

³⁷ Voir: [WFP Guide to personal data protection and privacy](#).

Activités essentielles

63. *Activité 2. Assurer une alimentation scolaire et conduire à titre expérimental une initiative d'alimentation scolaire utilisant la production locale à l'intention des écoliers des écoles primaires dans les régions ciblées.* Le PAM mettra en œuvre un programme d'alimentation scolaire afin de compléter l'action éducative des pouvoirs publics et le travail qu'ils effectuent pour répondre aux besoins d'urgence, et d'appuyer l'éducation des enfants touchés par les crises, notamment les filles. Il fournira des incitations à la scolarisation des enfants en vue de réduire autant que possible le risque de recrutement forcé par les groupes armés dans la région de l'Extrême-Nord.
64. Des écoles seront sélectionnées pour participer à la mise en œuvre à titre expérimental d'un système fondé sur l'emploi de bons d'alimentation scolaire utilisant la production locale, qui permettra aux écoles de se procurer des aliments nutritifs chez les petits exploitants agricoles locaux, ce qui stimulera les achats auprès des petits agriculteurs, femmes et hommes, et permettra de créer un partenariat de filière avec les écoles et de rattacher l'alimentation scolaire au renforcement de la résilience au titre de l'effet direct stratégique 4. Cette initiative pilote éclairera l'élaboration du programme national d'alimentation scolaire prévu, comme indiqué dans le projet de politique nationale en matière d'alimentation scolaire.
65. Des denrées nutritives produites localement seront achetées essentiellement auprès de petites agricultrices, mères d'écoliers pour la plupart. Cette démarche contribuera à faciliter l'entrée sur le marché, la formation technique et l'émancipation économique des femmes.
66. *Activité 3. Fournir une assistance alimentaire saisonnière ciblée aux populations hôtes touchées par l'insécurité alimentaire pendant les saisons de soudure pour surmonter les pénuries alimentaires à court terme.* Les femmes, les hommes, les filles et les garçons vulnérables des communautés hôtes situées dans des zones touchées par une insécurité alimentaire chronique et exposées aux chocs recevront une assistance alimentaire pendant les saisons de soudure pour maintenir leur état nutritionnel et éviter le recours à des stratégies de survie néfastes.
67. *Activité 4. Fournir une assistance alimentaire pour la création d'actifs dans les communautés ciblées à l'appui du redressement rapide.* Les activités de redressement rapide s'appuieront sur des activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) visant à alléger les tensions communautaires. Femmes et hommes seront des participants, des décideurs et des bénéficiaires égaux dans le cadre de l'appui fourni sous la forme de vivres et de transferts de type monétaire pour améliorer la résilience et promouvoir la réconciliation entre les communautés hôtes et les communautés déplacées. Les activités 3A appuieront les techniques d'auto-assistance à faible risque susceptibles d'être mises en œuvre tant par les hommes que par les femmes et tant par les ménages que par les communautés, en accord avec la stratégie conjointe récemment élaborée par le PAM et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour améliorer l'autosuffisance en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les situations de réfugiés prolongées.
68. *Activité 5. Fournir une assistance alimentaire pour la création d'actifs productifs et d'infrastructures de marché communautaires et appuyer la protection de l'environnement et l'adaptation.* Le PAM, le Gouvernement et les partenaires appuieront les activités de création d'actifs et de génération de revenus qui favorisent la résilience et ouvrent des perspectives aux femmes et aux hommes des communautés vulnérables et veilleront à synchroniser les interventions avec celles des organismes ayant leur siège à Rome, en application des prescriptions du PNUAD.
69. Dans le souci d'améliorer la productivité et la résilience des communautés, le PAM fournira une assistance technique pour compléter les activités du Gouvernement et de la FAO d'une manière qui contribue à accroître la production, à stabiliser les paysages dégradés et à promouvoir la régénération de l'environnement, et il veillera à ce que les femmes et les hommes en bénéficient équitablement. Cette action complétera l'aide d'urgence à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence prévue dans le Cadre de programmation pays de la FAO³⁸. L'élaboration des

³⁸ Cameroun et FAO: Partenariat en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.

stratégies relatives à la résilience sera éclairée par la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et par la planification communautaire participative pour garantir un partage des responsabilités et une prise de décisions équitables.

70. Le programme 3A servira aussi à promouvoir les initiatives d'entreprises vertes, conduites par le FIDA, qui aident les femmes et les jeunes à commercialiser les produits de l'agroforesterie et les plants de pépinières polyvalentes pour diversifier leurs revenus. La priorité sera donnée aux produits sur lesquels les femmes exercent un contrôle, notamment les céréales, les légumes secs, les petits ruminants, les légumes et les fruits.

Effet direct stratégique 3. D'ici à 2020, les taux de malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que chez les femmes et les hommes vulnérables vivant dans les districts prioritaires touchés par l'insécurité alimentaire reculent conformément aux normes nationales

71. Le PAM privilégiera les approches intégrées de prévention de la malnutrition aiguë et chronique plutôt que le traitement de la malnutrition aiguë, en ciblant les enfants âgés de 6 à 23 mois³⁹, et les enfants âgés de 24 à 59 mois souffrant de malnutrition modérée dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire où les taux de malnutrition sont élevés. Des programmes de supplémentation alimentaire généralisée appuieront les services complémentaires fournis par d'autres organismes, conformément aux dispositions du Plan d'action conjoint pour la prévention de toutes les formes de malnutrition et aux principes du Réseau des Nations Unies pour le mouvement SUN. En intervenant par l'entremise des centres de santé, on aidera les communautés à prendre en charge la prévention de la malnutrition et on réduira les distances que les bénéficiaires doivent parcourir pour trouver de l'aide. Les patients sous traitement antirétroviral qui souffrent de malnutrition recevront des aliments sur ordonnance; les distributions générales de vivres, les activités 3A et les programmes d'alimentation scolaire menés au titre des effets directs stratégiques 1 et 2 seront accompagnés d'interventions tenant compte de la nutrition et d'une éducation aux questions nutritionnelles.

Domaine d'action privilégié

72. Cet effet direct stratégique est centré sur la prévention de la malnutrition et contribue à la résilience à long terme des personnes, des ménages et des communautés.

Produits escomptés

73. L'assistance du PAM contribuera à l'obtention de cet effet direct stratégique par l'intermédiaire de trois produits:
- i) Les filles et les garçons ciblés âgés de 6 à 59 mois, et les femmes et les hommes sous traitement antirétroviral qui souffrent de malnutrition (niveau 1) bénéficient d'un ensemble de mesures visant à prévenir la malnutrition.
 - ii) Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes et les filles enceintes et les mères allaitantes et les personnes vivant avec le VIH qui suivent une thérapie antirétrovirale et souffrent de malnutrition dans les zones ciblées (niveau 1) reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient des activités connexes de communication sur les changements sociaux et comportementaux visant à améliorer leur état nutritionnel.
 - iii) Les populations vulnérables fréquentant les centres de santé de district (niveau 2) bénéficient de l'amélioration de la capacité des acteurs au niveau des districts à mettre en œuvre le plan d'action conjoint pour la prévention de la malnutrition.

Activités essentielles

74. *Activité 6. Conduire des activités de prévention de la malnutrition, notamment des programmes de supplémentation alimentaire généralisée à l'intention des enfants âgés de 6 à 59 mois, de traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 24 à 59 mois et de distribution d'aliments sur ordonnance aux patients sous traitement antirétroviral qui souffrent de malnutrition.* Le PAM conduira des interventions spécifiquement axées sur la nutrition au moyen d'une supplémentation alimentaire généralisée destinée aux enfants âgés de 6 à 23 mois

³⁹ À l'exception de ceux qui sont traités avec l'aide de l'UNICEF.

- dans les districts de santé ciblés; la supplémentation alimentaire généralisée sera intégrée dans les distributions générales de vivres et l'appui en faveur des enfants âgés de 6 à 59 mois qui souffrent de malnutrition aiguë modérée. Les agents sanitaires des collectivités repéreront les cas de malnutrition aiguë sévère et les orienteront vers les centres de santé pour traitement.
75. Les programmes de supplémentation alimentaire généralisée serviront de cadre de coordination des services complémentaires tenant compte de la nutrition fournis par les partenaires. Il s'agira notamment des services suivants: promotion de pratiques améliorées concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène, planification familiale, diagnostic et traitement précoces des maladies infectieuses, appui aux initiatives relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, appui à la protection des enfants et au développement du jeune enfant, développement des capacités des groupes communautaires chargés de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, et éducation nutritionnelle.
 76. Ces initiatives comporteront un volet consacré à la communication sur les changements sociaux et comportementaux visant à encourager les mères de jeunes enfants à consommer des aliments nutritifs produits localement, à diversifier leur alimentation et à adopter des pratiques optimales d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, notamment l'allaitement exclusif au sein pendant les six premiers mois de vie du nourrisson, la poursuite de l'allaitement au sein jusqu'à l'âge de 24 mois et le recours à une supplémentation en micronutriments.
 77. La malnutrition constituant un motif majeur d'abandon du traitement antirétroviral, un appui nutritionnel et alimentaire sera prévu dans le cadre des programmes relatifs au VIH. Des travaux de recherche montrent que les personnes souffrant de malnutrition sévère risquent six fois plus de mourir pendant les trois premiers mois de l'infection que celles dont l'état nutritionnel est normal. Les personnes vivant avec le VIH qui suivent une thérapie antirétrovirale et souffrent de malnutrition recevront en conséquence des compléments alimentaires à la faveur de distributions d'aliments sur ordonnance pour améliorer leur état nutritionnel et leur observance du traitement dans le cadre du programme mené conjointement par le PAM et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).
 78. *Activité 7: Former les agents sanitaires des collectivités à la prévention de la malnutrition grâce à la mise en place de systèmes de coordination et de partenariats multisectoriels.* Dans le souci d'optimiser les effets des interventions de prévention de la malnutrition et d'en accroître la portée, le PAM collaborera avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Gouvernement et des ONG pour offrir des formations aux groupes chargés de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, aux agents sanitaires des collectivités et au personnel des centres de santé, afin d'améliorer les interventions communautaires qui visent la prévention de la malnutrition ou tiennent compte de la nutrition.
 79. *Activité 8: Améliorer la capacité de mise en œuvre du plan d'action conjoint et d'appui au mouvement SUN dans les districts de santé.* Dans le but d'optimiser la sensibilisation des communautés, le PAM privilégiera la mise en œuvre du plan d'action conjoint pour la prévention de toutes les formes de malnutrition, en menant avec l'UNICEF un ensemble d'activités de formation et d'appui destinées aux districts de santé, au personnel des centres de santé et aux agents sanitaires des collectivités: cette démarche contribuera à établir les centres de santé comme le premier niveau de prestation de services intégrés et favorisant la transformation des relations entre hommes et femmes. La communication portera sur la prévention de la malnutrition et, par ailleurs, les agents sanitaires des collectivités bénéficieront d'un accompagnement professionnel ayant trait au contrôle du périmètre brachial, à l'orientation rapide des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère vers les centres de traitement et au soutien des groupes chargés de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants.
 80. Pour mettre en place les conditions favorables à la coordination et à l'élargissement de la prévention de la malnutrition, le PAM travaillera avec le Gouvernement et les donateurs dans le cadre du plan d'action conjoint et du mouvement SUN. La coordination multisectorielle sera améliorée et les systèmes de suivi et d'intervention nutritionnels tireront parti de l'amélioration des données relatives à la nutrition, notamment la ventilation par sexe, par âge et autres variables, qui est attendue aux niveaux des aires de santé et des districts de santé sur la base des contrôles du périmètre brachial effectués au niveau communautaire. Le PAM collaborera avec les

partenaires du mouvement SUN et des opérateurs privés du secteur de la transformation des produits alimentaires pour mettre au point des aliments enrichis.

Effet direct stratégique 4. D'ici à 2020, les revenus des petits exploitants agricoles touchés par l'insécurité alimentaire, notamment les femmes, vivant dans les districts prioritaires des régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est augmentent durablement, ce qui contribue à améliorer leur autosuffisance et leurs moyens d'existence ainsi qu'à accroître leur productivité

81. Dans le but d'améliorer la résilience des ménages et des communautés dans les zones sûres des régions ciblées, le PAM travaillera avec le Gouvernement et les organismes ayant leur siège à Rome à l'amélioration de la productivité des petits exploitants, femmes et hommes, dans le contexte des activités 3A associées à l'effet direct stratégique 2, en apportant un appui technique et financier à la construction et la gestion d'infrastructures et de greniers à grain communautaires. Les petits exploitants ayant déjà une expérience de la commercialisation recevront un appui en vue de mettre en place des filières locales dans le cadre des initiatives d'alimentation scolaire utilisant la production locale. Le PAM effectuera localement les achats liés aux activités 3A relevant des effets directs stratégiques 1 et 2 et renforcera les capacités des coopératives paysannes, en privilégiant la participation des femmes.

Domaine d'action privilégié

82. Cet effet direct stratégique est centré sur la résilience à long terme des ménages et des communautés de petits exploitants résidant dans les zones stables des quatre régions visées par le PSP.

Produit escompté

83. L'assistance du PAM contribuera à l'obtention de cet effet direct par l'intermédiaire d'un produit:

- Les petits exploitants agricoles, femmes et hommes, résidant dans des environnements à risque (niveau 1) ont accès à des actifs et des pratiques agricoles améliorés contribuant à accroître leur productivité, à renforcer leur résilience et à faciliter leur intégration dans les filières.

Activités essentielles

84. *Activité 9: Fournir une assistance technique aux petits exploitants et aux coopératives agricoles – en privilégiant la représentation des femmes et l'encadrement des activités par celles-ci – en matière de gestion après récolte et d'intégration dans des filières, en collaboration avec le FIDA et la FAO.* On renforcera les capacités de 5 000 petits exploitants résidant dans des zones stables des régions ciblées pour promouvoir la production et l'emploi de cultures nutritives et l'intégration dans les marchés. Les activités s'intensifieront parallèlement au renforcement des capacités de planification et de mise en œuvre des associations d'agriculteurs.

85. Le PAM œuvrera avec des partenaires locaux pour améliorer l'intégration des petits exploitants dans les filières locales en aidant les communautés à tirer parti de l'accroissement de leur productivité, et il veillera plus spécialement à renforcer l'aptitude des femmes à commercialiser les biens produits localement et à accéder aux marchés⁴⁰. L'apport d'un appui technique et financier facilitera l'aménagement d'installations communautaires d'entreposage des récoltes. Ces activités compléteront l'action du FIDA, laquelle consistera à promouvoir les débouchés commerciaux et les services financiers à l'intention des petits producteurs et des entrepreneurs ruraux.

86. Un modèle pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale sera mis en œuvre au titre de l'effet direct stratégique 2 dans des écoles sélectionnées: un mécanisme d'achat avec des bons permettra aux écoles de se procurer directement des produits alimentaires auprès des coopératives paysannes.

⁴⁰ *Gender and Markets and Value Chain Analysis in the North and Far-North Regions of Cameroon; Gender and Markets Case Study for the Lake Chad Basin.*

87. Le PAM, le Gouvernement, les organismes ayant leur siège à Rome et les ONG renforceront l'aptitude des petits agriculteurs à s'intégrer dans des filières, en les aidant à créer des coopératives, en leur offrant des formations sur la gestion et les fonctions dirigeantes et en étoffant leurs compétences en matière de négociation des prix. Les achats locaux effectués auprès des petits exploitants contribueront à la création de filières, et feront des communautés à la fois les productrices et les consommatrices d'aliments nutritifs, à l'appui de l'assistance alimentaire fournie dans le cadre du PSP.

Effet direct stratégique 5: D'ici à 2030, les efforts déployés par le Gouvernement en vue d'éliminer la faim sont appuyés par des partenariats efficaces

88. Le PAM s'emploiera à promouvoir un partenariat national pour renforcer au sein du Gouvernement la capacité d'utilisation de filets de sécurité pour atteindre l'ODD 2. L'apprentissage Sud-Sud avec des pays d'Afrique, le Brésil et la Chine appuiera l'extension des filets de sécurité et la mise en place de systèmes nationaux de transfert monétaire et d'alimentation scolaire utilisant des produits locaux.
89. Le PAM et ses partenaires intégreront dans un cadre national les systèmes administrés par les institutions en matière de gestion des données, de suivi tenant compte de la problématique hommes-femmes et de reddition de comptes, afin d'éclairer la programmation et de suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'ODD 2. L'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité conduite en 2017 servira de point de départ au transfert des compétences d'évaluation de la sécurité alimentaire au Gouvernement. Une étude sur le coût de la faim permettra de dégager des éléments utiles à l'élaboration des futurs politiques et programmes nationaux et à la prise de décisions par les donateurs et les investisseurs⁴¹.
90. Le PAM continuera à collaborer avec ONUSIDA et l'UNICEF pour appuyer la politique nationale relative au sida et l'assistance fournie aux personnes vivant avec le VIH (effet direct stratégique 3).

Domaines d'action privilégiés

91. L'effet direct stratégique 5 est centré sur les partenariats et le renforcement des capacités nationales afin de lutter contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Produits escomptés

92. L'assistance du PAM contribuera à l'obtention de l'effet direct stratégique 5 par l'intermédiaire de trois produits:
- i) Les personnes touchées par l'insécurité alimentaire dans les zones ciblées (niveau 3) bénéficieront de l'extension des filets de protection sociale dans le contexte d'un système national visant l'élimination de la faim.
 - ii) Les populations touchées par l'insécurité alimentaire dans les zones ciblées (niveau 3) bénéficieront de l'amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services communs fournis dans le cadre de partenariats opérationnels.
 - iii) Les populations touchées par l'insécurité alimentaire dans les zones ciblées (niveau 3) bénéficieront de l'amélioration des systèmes nationaux de gestion des données, de suivi et de reddition de comptes, permettant de suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'ODD 2.

Activités essentielles

93. *Activité 10. Doter le Gouvernement des compétences techniques requises pour coordonner les activités visant à éliminer la faim et améliorer les systèmes d'alerte rapide, de préparation et de planification des interventions.* Le PAM, le Gouvernement et les partenaires procéderont à un examen des politiques relatives à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à l'agriculture et à la

⁴¹ [The cost of hunger in Malawi.](#)

- résilience, dont les conclusions appuieront l'élaboration d'un cadre national pour l'élimination de la faim. Ce processus inclusif et participatif éclairera l'évaluation finale du PSP.
94. Le PAM et ses partenaires intégreront les systèmes de gestion des données, de suivi et de reddition de comptes administrés par les institutions dans une base de données factuelles permettant de suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'ODD 2. Cette base reprendra les données provenant d'enquêtes régulières sur la sécurité alimentaire, la nutrition, la vulnérabilité, la démographie et l'agriculture saisonnière, qui intègrent toutes une analyse de la problématique hommes-femmes, et les données issues de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité menée en 2017, pour que le Gouvernement dispose d'informations de référence sur les indicateurs relatifs à l'ODD 2.
 95. Le PAM et ses partenaires amélioreront les systèmes régionaux d'alerte rapide, de préparation et de planification des interventions, en recueillant des données plus détaillées, en améliorant la ventilation des données par sexe et en coordonnant les analyses des données issues du suivi de la sécurité alimentaire. Les informations recueillies seront intégrées dans une base de données factuelles destinée à éclairer la planification des interventions et la prise de décisions au niveau régional en cas d'urgence, qui sera mise à jour en temps réel, l'objectif étant de permettre au PAM et à ses partenaires de déterminer les points de transition entre interventions d'urgence, redressement rapide, activités nutritionnelles et renforcement de la résilience, et au Gouvernement d'adapter les plans d'urgence nationaux et de réactiver le système national d'alerte rapide.
 96. L'emploi de la plateforme SCOPE permettra au Gouvernement et aux partenaires du PNUAD de stocker et de gérer des informations détaillées sur les bénéficiaires et aux partenaires chargés d'assurer certains services de procéder à des transferts en toute sécurité et avec précision; cela permettra aussi de connaître l'avis des bénéficiaires sur les activités.
 97. *Activité 11. Fournir un appui technique spécialisé aux partenaires et aux parties prenantes pour appuyer la mise en place d'un système de filet de sécurité national qui tienne compte des questions de nutrition et de la problématique hommes-femmes et soit réactif en cas de choc, en collaboration avec la Banque mondiale, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et le Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation, et assurer une gestion commune des systèmes informatiques, des entrepôts et des couloirs d'acheminement.* Le PAM mettra en place avec le Gouvernement, les organismes des Nations Unies et des acteurs du secteur privé des partenariats destinés à gérer les services communs et la chaîne d'approvisionnement, en vue de promouvoir la cohérence, la qualité et le rapport coût-efficacité des services humanitaires. Il aidera le Gouvernement à mobiliser des ressources nationales pour les services communs contribuant à l'élimination de la faim.
 98. Dans le but de promouvoir l'appui en faveur des communautés confrontées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au moyen de l'établissement d'un système national de filet de protection sociale, le PAM, le Gouvernement, l'UNICEF, l'OIT et la Banque mondiale mettront en place des politiques et des arrangements institutionnels qui permettront d'établir une structure d'appui et de mobiliser les ressources humaines et techniques nécessaires à l'administration et au suivi de plateformes nationales utilisant des données ventilées et tenant compte d'analyses de la problématique hommes-femmes.
 99. Dans le souci d'améliorer la qualité, la cohésion et le rapport coût-efficacité des services communs, le PAM établira avec les institutions concernées par le PNUAD et les acteurs des secteurs public et privé des partenariats chargés de gérer la chaîne d'approvisionnement. En sa qualité de chef de file du module de la logistique, le PAM assurera des services logistiques pour permettre la livraison de vivres par des couloirs associés à un réseau de centres de distribution situés dans les régions ciblées et promouvra les services communs pour ce qui est de l'entreposage. Le Gouvernement et les acteurs du secteur privé négocieront l'établissement de systèmes d'entreposage conjoints pour rationaliser les arrangements de transport. Le PAM assurera la gestion du réseau de télécommunications des Nations Unies et offrira les services de la plateforme SCOPE.

Effet direct stratégique 6. La communauté humanitaire au Cameroun a accès aux Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies jusqu'à ce que d'autres solutions satisfaisantes soient disponibles

100. Compte tenu de l'absence de compagnies aériennes commerciales et de la longueur et de la forte insécurité des parcours terrestres, qui limitent l'accès des secours humanitaire aux régions ciblées, le PAM déploiera les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unie pour permettre aux acteurs humanitaires de parvenir jusqu'aux groupes de bénéficiaires éloignés et appuyer les priorités du Cameroun relatives aux ODD. En outre, le PAM promouvra avec les autorités et les opérateurs du secteur national de l'aviation les initiatives susceptibles de faciliter la prise en main au bout du compte des services de transport aérien par le Gouvernement.

Domaines d'action privilégiés

101. Cet effet direct stratégique est axé sur la mise en place d'une intervention efficace pour venir en aide aux personnes réfugiées ou déplacées et aux populations locales touchées par la crise dans la région de l'Extrême-Nord.

Produits escomptés

102. L'assistance du PAM contribuera à l'obtention de l'effet direct stratégique 6 par l'intermédiaire de deux produits:

- i) La communauté humanitaire (niveau 2) a accès à des services aériens humanitaires sûrs et d'un bon rapport coût-efficacité pour atteindre sans entrave les bénéficiaires et les sites d'intervention.
- ii) La communauté humanitaire (niveau 2) dispose d'une capacité de transport aérien suffisante pour acheminer le personnel et le fret des interventions humanitaires urgentes et assurer les évacuations pour raisons médicales ou de sécurité.

Activités essentielles

103. *Activité 12. Assurer des services aériens sûrs et fiables à l'intention de la communauté humanitaire jusqu'à ce que d'autres solutions soient disponibles.* Les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies permettront à la communauté humanitaire d'accéder rapidement aux populations démunies dans les régions ciblées. Le PAM déploiera un appareil adapté aux conditions locales qui assurera des vols hebdomadaires vers les destinations prioritaires, et il utilisera ses structures et ses systèmes de gestion habituels pour les réservations, les services clients, le suivi des vols et la gestion de la qualité et de la sécurité. Les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies assureront le transport de cargaisons légères, telles que du matériel médical, et les évacuations pour raison médicale ou de sécurité si nécessaire.

104. Le PAM organisera des réunions de groupes d'utilisateurs et de comités directeurs, et effectuera des enquêtes pour vérifier que le service répond aux besoins.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE TRANSFERTS DE VIVRES ET DE TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
Effet direct stratégique	Activité	Femmes	Hommes	Total
1	1. Fourniture de vivres et transferts de type monétaire en faveur des ménages vulnérables touchés par des catastrophes	106 973	102 778	209 750
2	2. Fourniture de vivres et de bons pour les activités d'alimentation scolaire	42 570	42 230	84 800
	3. Fourniture d'une assistance alimentaire saisonnière ciblée aux populations touchées par l'insécurité alimentaire	28 560	27 440	56 000
	4. Fourniture de vivres et transferts de type monétaire pour la création d'actifs à des fins de redressement rapide	66 198	63 602	129 800
	5. Fourniture de vivres et transferts de type monétaire pour la création d'actifs à des fins de renforcement de la résilience	13 974	13 426	27 400
3	6. Supplémentation alimentaire généralisée en faveur des enfants de 6 à 23 mois, traitement de la malnutrition aiguë modérée* chez les enfants de 24 à 59 mois et distribution d'aliments sur ordonnance aux patients sous traitement antirétroviral	117 110	121 890	239 000
TOTAL*		261 932	257 498	519 430

* Total ne correspondant pas à la somme des chiffres de la colonne, car hors chevauchements.

105. Les réfugiés vivant dans les régions ciblées et les personnes nouvellement déplacées recevront une assistance alimentaire pour satisfaire leurs besoins immédiats. Les personnes déplacées et les ménages de populations hôtes en situation d'insécurité alimentaire vivant dans des zones touchées par une insécurité alimentaire chronique et exposées aux risques recevront une assistance de secours complémentaire pendant les périodes de disette. Les femmes et les hommes vulnérables des communautés vivant dans des zones stables situées dans des parties du pays touchées par des crises participeront à la création d'actifs communautaires pour le redressement rapide et le renforcement de la résilience. Au fil de l'amélioration des conditions de sécurité et des moyens d'existence, le nombre de bénéficiaires des distributions générales de vivres baissera tandis que le nombre de bénéficiaires des activités de redressement rapide et de renforcement de la résilience augmentera.
106. Les activités d'alimentation scolaire profiteront à 80 000 écoliers – dont 50 pour cent de filles – et seront suffisamment flexibles pour faire en sorte que les écoles situées dans des zones touchées par des crises soient ciblées. Un programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale sera mis en œuvre à titre expérimental, conformément aux prescriptions de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER). Le système d'achat au moyen de bons scolaires favorisera les achats auprès de petits exploitants, hommes et femmes, ce qui contribuera à créer une filière.
107. Dans les districts de santé enregistrant les taux les plus élevés de malnutrition aiguë globale et de retard de croissance, un ensemble d'interventions portant spécifiquement sur la nutrition ou en tenant compte cibleront les enfants âgés de 6 à 23 mois, les enfants âgés de 24 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée et les femmes en âge de procréer; le nombre de bénéficiaires diminuera à mesure que les taux relatifs à la nutrition s'amélioreront. Au cours de l'année 3, le

PAM commencera à transférer la responsabilité des programmes au Gouvernement en intégrant les services dans les structures sanitaires existantes.

4.2. Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

108. Les rations destinées aux réfugiés vulnérables, aux personnes déplacées et aux populations résidentes couvrent les besoins alimentaires et nutritionnels, correspondent aux préférences des différents groupes d'âge des deux sexes et comprennent des aliments enrichis et composés. Les réfugiés vivant dans des camps recevront une ration alimentaire générale pour 12 mois; les résidents vulnérables recevront des demi-rations pendant les saisons de soudure. Les rations seront régulièrement réexaminées au regard de la situation des bénéficiaires sur le plan de la sécurité alimentaire.

	Effet direct stratégique 1		Effet direct stratégique 2				Effet direct stratégique 3		
	Activité 1		Activité 2	Activité 3	Activités 4 et 5		Activité 6		
	Réfugiés, personnes déplacées, populations hôtes vulnérables	Réfugiés, personnes déplacées	Enfants d'âge scolaire	Assistance saisonnière en faveur des populations hôtes vulnérables	3A	3A	Supplémentation alimentaire généralisée – enfants de 6 à 23 mois	Traitement de la malnutrition aiguë modérée – enfants de 24 à 59 mois	Patients sous traitement antirétroviral
	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres
Céréales	350		140	140	350				
Légumes secs	100		40	40	100				
Huile végétale	35		15	15	35				25
Sel	5		3	3	5				
Sucre									
SuperCereal	50		50	50					250
SuperCereal Plus							100	200	
Micronutriments en poudre									
Kcal/jour	2 058		945	945	1 870		394	788	1 160
% kcal d'origine protéique	12,2				11,8		16,6	33,2	13,2
Espèces (dollars/personne/jour)		0,62				0,62			
Nombre de jours d'alimentation/mois	30	30	18	30	20	20	30	30	30

109. La valeur des transferts de type monétaire et des bons d'alimentation sera équivalente à la valeur de transferts alimentaires quotidiens aux prix du marché. Le choix de la modalité de transfert reposera sur une évaluation des disponibilités alimentaires, des préférences, des risques en matière de protection, des facteurs saisonniers, de l'évolution des prix, du rapport coût-efficacité et des questions relatives à la problématique hommes-femmes et à la protection.

110. Les enfants âgés de 6 à 23 mois, les enfants âgés de 24 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée, et les enfants réorientés à l'issue d'un programme de traitement de la malnutrition aiguë sévère recevront des rations de SuperCereal Plus dans le cadre de la supplémentation alimentaire généralisée. Les personnes vivant avec le VIH qui suivent une thérapie antirétrovirale et souffrent

de malnutrition recevront une ration pour six mois au titre de la distribution d'aliments sur ordonnance afin de favoriser l'observance du traitement.

111. L'alimentation scolaire fournira aux enfants en âge de fréquenter l'école primaire 43 pour cent de l'apport en nutriments recommandé. Le PAM et le Gouvernement mettront en œuvre à titre pilote dans dix écoles le modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale pour améliorer la valeur nutritionnelle des rations avec des denrées produites localement.

TABLEAU 3: BESOINS EN VIVRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE		
Type de vivres/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	53 184	16 822 068
Légumes secs	15 195	7 935 159
Huile et matières grasses	5 421	4 938 941
Aliments composés et mélanges	26 074	22 966 767
Autres	809	159 340
Total des vivres	100 683	52 822 275
Transferts de type monétaire		26 387 135
Total des vivres et des transferts de type monétaire	100 683	79 209 410

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

112. Le PAM s'appuiera sur les constatations issues de l'examen stratégique Faim zéro, en mettant l'accent sur l'optimisation des systèmes de mise en œuvre et la création d'un environnement favorable à l'exécution des interventions visant à éliminer la faim, dans les cinq voies que décrit le projet de cadre du PAM pour le renforcement des capacités des pays⁴²:

- *Voie 1: Politiques et législation.* Le PAM, le Gouvernement, les organismes des Nations Unies et la Banque mondiale veilleront à la convergence de la conception, de la coordination et de l'application des politiques nationales relatives à la mise en place de filets de protection sociale tenant compte de la problématique hommes-femmes, qui engloberont des transferts de type monétaire, des services spécifiquement axés sur la nutrition ou en tenant compte et des activités d'alimentation scolaire.
- *Voie 2: Obligation redditionnelle institutionnelle.* La gestion des filets de protection sociale nationaux selon une approche tenant compte de la problématique hommes-femmes sera facilitée par l'utilisation de la plateforme SCOPE. Le PAM aidera le Gouvernement à mettre en place les capacités logistiques et les couloirs nécessaires à l'acheminement des vivres via un réseau de centres de distribution associés à des services d'entrepôts communs.
- *Voie 3: Planification stratégique et financement.* Le PAM et ses partenaires amélioreront la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe et par âge et renforceront les capacités de préparation et d'intervention au titre du Programme national de sécurité alimentaire. Une étude sur le coût de la faim, menée en partenariat avec le Gouvernement, fournira des éléments utiles à l'élaboration des futurs programmes visant à éliminer la faim.

⁴² WFP Framework for Country Capacity Strengthening (CCS): The Zero Hunger Capacity (ZHC) Model; The Design and Implementation of Technical Assistance and Capacity Development (2015).

- *Voie 4: Conception et gestion des programmes des parties prenantes.* Le PAM et l'UNICEF renforceront l'aptitude du Gouvernement à concevoir des programmes de prévention de la malnutrition à l'intention des autorités sanitaires des régions et des districts et à coordonner les services nutritionnels par l'intermédiaire des centres de santé. Les partenariats avec les organismes ayant leur siège à Rome porteront sur l'amélioration de la conception des interventions et le renforcement des capacités de gestion correspondantes.
 - *Voie 5: Mobilisation et participation d'acteurs non étatiques.* Le PAM renforcera au sein du Gouvernement la capacité de conception et de mise en œuvre de programmes de filets de protection sociale visant à éliminer la faim et déploiera les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies.
113. Avant le lancement de l'exécution du PSP, le PAM établira une situation de référence en employant le Score de capacité Faim zéro pour évaluer les capacités s'agissant des cinq voies et définir les besoins en matière de renforcement des capacités institutionnelles, y compris pour ce qui est de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.
114. L'apprentissage Sud-Sud sera centré sur la formulation d'une approche commune du renforcement de la résilience dans le bassin du lac Tchad⁴³ et s'appuiera sur les enseignements que le Centre d'excellence du PAM en Chine a tirés de son expérience en matière d'établissement de politiques et programmes de filets de sécurité. La collaboration menée dans le cadre de l'approche SABER avec le Centre d'excellence établi au Brésil aidera le Gouvernement à nationaliser les activités d'alimentation scolaire et le programme pilote d'alimentation scolaire utilisant des produits locaux.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

115. Le PAM utilisera les transferts de vivres et les transferts de type monétaire relevant des effets directs stratégiques 1, 2 et 3 pour améliorer l'accès des ménages à l'alimentation et promouvoir des moyens d'existence profitant équitablement aux femmes et aux hommes. Les vivres seront achetés soit auprès de fournisseurs locaux et régionaux soit au moyen du Mécanisme de gestion globale des vivres afin de réduire autant que possible les retards et, sinon, sur les marchés internationaux. Le PAM signera des accords avec des commerçants, y compris d'anciens bénéficiaires, pour garantir aux bénéficiaires des transferts de type monétaire la disponibilité d'aliments et pour stimuler les marchés locaux.
116. Un contrôleur vérifiera la qualité des produits alimentaires arrivant au Cameroun. Des contrôles de qualité seront effectués périodiquement sur les biens transportés et ceux qui sont entreposés⁴⁴. Des laboratoires situés à Yaoundé, Ngaoundéré et Douala pourront vérifier la qualité des produits s'il y a lieu.
117. Le PAM continuera à présider le Groupe de travail national sur l'approvisionnement humanitaire et la logistique aux fins suivantes: i) veiller à la mise en place de plans de préparation et à l'existence de capacités d'intervention rapide; ii) acheminer l'assistance alimentaire; et iii) garantir la protection des populations touchées et la responsabilité à leur égard⁴⁵. Des évaluations des capacités logistiques⁴⁶ éclaireront les révisions annuelles des opérations. Le module mondial de la logistique répondra aux besoins de formation⁴⁷.
118. Le PAM mettra en place un couloir de livraison par chemin de fer et par route, passant par Douala pour aller jusqu'au Tchad, en République centrafricaine, au Congo, en République démocratique du Congo et au Nigéria.

⁴³ <http://www.oecd.org/fr/sites/rpca/agir>. Alliance globale pour la résilience – Sahel et Afrique de l'Ouest.

⁴⁴ *Logistics Operational Guide*.

⁴⁵ *Compte rendu de la réunion du groupe de travail sur l'approvisionnement et la logistique - Décembre 2016*.

⁴⁶ *Logistics Capacity Assessments*.

⁴⁷ *Module de la logistique*.

119. Le PAM favorisera le recours à des fournisseurs de produits alimentaires et des prestataires de services logistiques du secteur privé et établira un partenariat avec le Comité international de la Croix-Rouge pour surmonter les problèmes que pose la chaîne d'approvisionnement au Cameroun. Les capacités logistiques du PAM seront mises à la disposition des partenaires selon le principe de recouvrement intégral des coûts.

4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

120. Pour faciliter les changements liés au processus de la feuille de route intégrée et à la mise en œuvre du PSP, le PAM: i) veillera à ce que le personnel soit informé de la transformation et soit prêt à la concrétiser; ii) harmonisera les responsabilités de manière à appuyer la feuille de route intégrée; iii) fera en sorte que les compétences nécessaires à la réalisation des objectifs soient disponibles; et iv) développera les compétences du personnel conformément aux besoins associés à la mise en œuvre de la feuille de route intégrée.
121. Le PAM veillera à ce que le personnel contribuant au PSP dispose des informations nécessaires sur le processus de changement; le bureau de pays évaluera la mesure dans laquelle le personnel adopte une attitude "unis pour gagner".
122. Le PAM définira les nouveaux rôles et responsabilités permettant d'obtenir les effets directs stratégiques souhaités et tirera un parti optimal des talents du personnel. Il exploitera les possibilités offertes par le marché de l'emploi local et les volontaires des Nations Unies et publiera des descriptions de poste détaillées pour attirer des candidats de qualité.

4.5 Partenariats

123. Les partenaires gouvernementaux du PAM associés à la mise en œuvre des composantes relatives au redressement rapide, à la résilience, à l'alerte rapide, au suivi et aux interventions sont le Programme national de sécurité alimentaire et le Ministère de l'agriculture et du développement rural. Le partenariat du PAM avec le Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation et le Ministère de la promotion de la femme et de la famille portera sur l'extension des filets de protection sociale, y compris les transferts monétaires. Le Ministère de la santé publique sera le principal partenaire en matière de prévention de la malnutrition. Le PAM signera aussi des accords de partenariat à long terme avec des ONG et des associations de femmes.
124. Les partenaires du PAM appartenant au système des Nations Unies seront les suivants: les organismes ayant leur siège à Rome s'agissant du redressement rapide et de la résilience au titre des effets directs stratégiques 2 et 4, l'UNICEF s'agissant de la nutrition et de l'alimentation scolaire au titre de l'effet direct stratégique 3, ONUSIDA et l'UNICEF s'agissant de la nutrition au titre de l'effet direct stratégique 3, l'OIT, le HCR et l'UNICEF s'agissant de la coordination de la protection sociale et de l'intégration de la protection au titre de l'effet direct stratégique 1, et ONU-Femmes s'agissant de l'analyse de la problématique hommes-femmes et de l'inclusion sociale au titre des effets directs stratégiques 1 à 4.
125. Le PAM, le Gouvernement et les coordonnateurs des Nations Unies élaboreront des plans opérationnels annuels relatifs à chacun des effets directs stratégiques qui présenteront les engagements de chaque partenaire en matière d'égalité hommes-femmes et harmoniseront les activités et les effets directs du PSP avec le document de stratégie pour la croissance et l'emploi et avec le PNUAD. Les partenaires seront invités à entrer dans un comité directeur national chargé de superviser la mise en œuvre du PSP.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

126. Le Gouvernement suivra les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des ODD 2 et 17 en utilisant - avec l'appui technique du PAM - un système d'évaluation des contributions⁴⁸. Les données de référence relatives à chaque effet direct stratégique seront établies en 2017 dans le contexte d'une analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et seront ventilées par région, par sexe et par âge. Le bureau de pays fera réaliser une évaluation décentralisée fin 2018, et une évaluation du portefeuille de pays du PAM sera menée en 2019 pour éclairer la planification du PSP suivant et contribuer à l'évaluation du PNUAD (2018-2020).
127. L'harmonisation des programmes des organismes ayant leur siège à Rome sera étayée par des évaluations de leurs programmes de pays, dans le cadre de leur engagement conjoint en faveur du Programme 2030. Les organismes ayant leur siège à Rome et le Gouvernement évalueront également leur positionnement stratégique, leur complémentarité et la cohérence de leurs politiques et de leurs programmes. Un document commun sera publié fin 2017 à l'occasion d'un atelier organisé par les organismes ayant leur siège à Rome.
128. Pour que les recommandations issues du suivi et de l'évaluation soient appliquées, les bureaux auxiliaires assureront le suivi, la collecte de données, l'analyse et la diffusion des résultats. L'analyse des indicateurs de produits reposera sur l'utilisation de l'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace (COMET)⁴⁹. Les résultats du suivi et les enseignements tirés de l'expérience permettront de dégager des éléments utiles à la validation de la théorie du changement en vue d'une adaptation des interventions en conséquence.
129. Des enquêtes semestrielles menées par le PAM et le Ministère de la santé publique dans les régions ciblées permettront d'évaluer la prévention du retard de croissance. Une fois tous les deux ans, on examinera les effets des activités d'alimentation scolaire en appliquant l'approche SABER. Les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale menés à titre expérimental seront évalués en 2020 afin d'étayer leur transposition à plus grande échelle par le Gouvernement. Les composantes relatives aux secours et aux moyens d'existence relevant des effets directs stratégiques 1, 2 et 4 et les activités transversales seront examinées tous les deux mois dans le cadre du suivi post-distribution et au moyen du système de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
130. Les données seront recueillies et gérées au moyen du système Open Data Kit de collecte de données par téléphone mobile du PAM⁵⁰. On mettra à la disposition des tierces parties un mécanisme de réclamation et de remontée de l'information, prévoyant l'établissement de comités chargés de recueillir les plaintes sur les sites de distribution et l'ouverture d'une ligne téléphonique spéciale. Le PAM offrira à ses partenaires des formations sur l'utilisation des plateformes numériques et sur les techniques de suivi.

5.2. Gestion des risques

Risques contextuels

131. Les chocs alimentaires et climatiques et la malnutrition sont susceptibles d'exacerber la situation de vulnérabilité actuelle, notamment dans les régions du nord du pays. Pour atténuer les risques, le PSP met l'accent sur le renforcement de la résilience à long terme ainsi que sur la satisfaction des besoins humanitaires.

⁴⁸ Les contributions du PAM à la réalisation des ODD feront l'objet d'une évaluation annuelle par le Ministère de l'économie et seront validées dans le cadre d'un atelier organisé pour les partenaires.

⁴⁹ [Country Operation Management Enhancement Tool](#).

⁵⁰ [Open Data Kit](#).

132. L'insécurité résultant des attaques conduites par Boko Haram dans la sous-région va probablement continuer à entraîner des déplacements de populations: les mouvements massifs de réfugiés et de personnes déplacées attiseront la concurrence autour des rares ressources naturelles, notamment dans les zones frontalières des régions de l'Extrême-Nord et de l'Est. L'alignement du PSP sur la politique du PAM en matière de consolidation de la paix (2013) contribuera à atténuer les risques.
133. Le PAM s'emploiera avec le Gouvernement à tenir à jour des plans d'urgence. Pour garantir la sécurité du personnel et des communautés, il faudra respecter les normes minimales de sécurité opérationnelle, faire appel aux Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies, établir des accès sécurisés et, en dernier ressort, recourir à des escortes militaires.

Risques programmatiques

134. La mise en œuvre du PSP exigera un engagement politique vis-à-vis du programme relatif à la résilience et un appui du Gouvernement en faveur de la mise en place de programmes nationaux visant à s'attaquer à la vulnérabilité au moyen de transferts de type monétaire. Les objectifs du PSP sont étayés par l'examen stratégique Faim zéro, des examens par les pairs et d'autres consultations.
135. Le Gouvernement aura besoin de ressources financières et de personnel qualifié suffisants. Le PAM aidera le Gouvernement en offrant des formations et un appui aux fonctionnaires. Des procédures de recrutement rigoureuses permettront de garantir le respect des principes humanitaires et des engagements pris en matière d'égalité des sexes, de protection et de responsabilité à l'égard des populations touchées.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

136. Le tableau 4 présente le budget prévu pour la mise en œuvre du PSP.

TABLEAU 4: BUDGET INDICATIF DU PSP (en dollars)				
	Année 1 2018	Année 2 2019	Année 3 2020	Total
Effet direct stratégique 1	31 643 403	28 451 887	23 690 154	83 785 444
Effet direct stratégique 2	12 593 715	13 495 176	14 966 784	41 055 675
Effet direct stratégique 3	13 164 255	13 119 069	12 156 626	38 439 950
Effet direct stratégique 4	309 266	309 136	309 872	928 274
Effet direct stratégique 5	1 670 712	1 657 629	1 887 932	5 216 273
Effet direct stratégique 6	4 473 830	4 471 953	4 511 252	13 457 034
TOTAL	63 855 181	61 504 850	57 522 619	182 882 650

6.2 Perspectives de financement

137. Le montant indicatif du budget du PSP pour 2018-2020 s'élève à 182,9 millions de dollars – ce qui représente un coût annuel moyen de 60 millions de dollars répartis entre six effets directs stratégiques avec l'engagement d'allouer 15 pour cent des fonds à la promotion de l'égalité des sexes. Si l'on en croit les tendances passées, les composantes relatives aux interventions d'urgence, au redressement rapide et à la nutrition continueront à recevoir l'appui des donateurs. S'agissant des composantes relatives au renforcement de la résilience et des capacités, de nouvelles sources de financement seront envisagées.

138. Le PAM a reçu des réponses encourageantes de la part de l'Agence française de développement, de la Commission européenne et de l'Agence japonaise de coopération internationale. Des donateurs ont manifesté leur intérêt pour les projets conjoints des organismes ayant leur siège à Rome, concernant l'agriculture durable, l'accès aux marchés, la gestion des pertes après récolte et l'alimentation scolaire utilisant la production locale. Les principaux donateurs au Cameroun sont conscients des compétences spécialisées du PAM en matière de nutrition, appuyées par une collaboration avec le Gouvernement et l'UNICEF.
139. On s'attend à ce que les donateurs soient désireux de financer le PSP en raison de la concordance de celui-ci avec les priorités et les cycles de planification du pays ainsi qu'avec le PNUAD. La détermination du Gouvernement à intervenir dans des domaines tels que la prévention de la malnutrition, l'alimentation scolaire et l'intégration du redressement rapide, des mesures axées sur la sécurité alimentaire et du renforcement de la résilience dans le cadre d'activités reposant sur l'approche SABER devrait également susciter le soutien des donateurs.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

140. Dans le souci de mener à bien l'ensemble des activités du PSP et de se positionner comme le partenaire de choix, le PAM étudiera de nouveaux dispositifs de financement sur le long terme avec des donateurs traditionnels et non traditionnels. Si la baisse du financement des interventions d'urgence qui est attendue se confirme, le PAM consolidera ses partenariats, diversifiera sa base de donateurs et recherchera de nouvelles sources de financement privées et internationales, en mettant l'accent sur l'appui en nature et l'appui budgétaire fournis par le Gouvernement et en s'appuyant sur une cartographie des donateurs et des partenariats permettant de recenser d'autres possibilités.

ANNEXE

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE CAMEROUN (2018-2020)

Texte librement rédigé par le bureau de pays

Éléments du Plan stratégique

Catégories et indicateurs du
Cadre de résultats institutionnels

Pays: Cameroun

Date de démarrage du PSP: 01/01/2018 Date d'achèvement du PSP: 31/12/2020

CADRE LOGIQUE

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**Objectif stratégique 1:** Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation**Résultat stratégique 1:** Chacun a accès à la nourriture**Cibles nationales des ODD et indicateurs:** Engagement 1 pris à l'occasion de l'examen stratégique de 2016 de la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun: Éliminer la faim d'ici à 2030 – garantir l'accès universel à une alimentation adéquate tout au long de l'année. Engagements 1 et 3 pris au titre de la politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition pour 2015-2035 – réduire la dénutrition et accroître la production et la consommation d'aliments sains et nutritifs.**Priorités du PNUAD au Cameroun:** pilier 1 – Développer les possibilités d'emploi décent et accroître le nombre de mesures visant à prendre en compte et à protéger les femmes, les jeunes, les enfants et les personnes socialement vulnérables dans les zones ciblées; pilier 4 – Renforcer la résilience des populations ciblées afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et les chocs environnementaux, sociaux et économiques.**Effet direct stratégique 1:** Les populations touchées par une catastrophe, notamment les réfugiés, les personnes déplacées et les populations hôtes dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est, disposent d'un accès sûr à une alimentation suffisante et nutritive pendant et après les crises*Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise**Prise en compte de la nutrition**Catégorie d'effet direct correspondante 1.1:*
*Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante***Indicateur d'effet direct 1.1.1:** Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille**Indicateur d'effet direct 1.1.2:** Indice des stratégies de survie**Indicateur d'effet direct 1.1.3:** Part des dépenses consacrées à l'alimentation**Indicateur d'effet direct 1.1.5:** Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes**Indicateur d'effet direct 1.1.6:** Score de consommation alimentaire – nutrition

CADRE LOGIQUE

<p>Produit 1.1: <i>Dans les zones touchées par une crise, les femmes, les hommes, les filles, les garçons et les communautés à risque, les réfugiés et les personnes déplacées reçoivent une assistance alimentaire leur permettant de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante A1: Ressources non assorties de conditions transférées</i></p> <ul style="list-style-type: none"> A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons A.2 Quantité de produits alimentaires fournis A.3 Montant total de l'aide monétaire fournie aux bénéficiaires ciblés A.4 Valeur totale des bons (exprimée en produits/espèces) échangés par les bénéficiaires ciblés A.5 Quantité d'articles non alimentaires distribués A.7 Nombre de détaillants participant aux programmes de transferts de type monétaire A.8 Nombre de rations fournies E.2 Nombre de personnes ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM
<p>Activité 1: <i>Offrir aux ménages vulnérables touchés par une catastrophe une assistance alimentaire non assortie de conditions accompagnée d'actions de communication relatives aux changements sociaux et comportementaux.</i></p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 1: Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture</i></p>
<p>But stratégique 1: <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</i></p>	
<p>Objectif stratégique 1: <i>Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation</i></p>	
<p>Résultat stratégique 1: <i>Chacun a accès à la nourriture</i></p>	
<p>Cibles nationales des ODD et indicateurs: Engagement 1 pris à l'occasion de l'examen stratégique Faim zéro mené en 2016 au Cameroun: Éliminer la faim d'ici à 2030 – garantir l'accès universel à une alimentation adéquate tout au long de l'année. Engagements 1 et 3 pris au titre de la politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition pour 2015-2035 – réduire la dénutrition et accroître la production et la consommation d'aliments sains et nutritifs.</p>	
<p>Priorités du PNUAD au Cameroun: pilier 1 – Développer les possibilités d'emploi décent et accroître le nombre de mesures visant à prendre en compte et à protéger les femmes, les jeunes, les enfants et les personnes socialement vulnérables dans les zones ciblées; pilier 3 – Améliorer l'accès à l'éducation et à une formation professionnelle de qualité, en particulier au profit des groupes vulnérables; et pilier 4 – Renforcer la résilience des populations ciblées afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et les chocs environnementaux, sociaux et économiques.</p>	

CADRE LOGIQUE

Effet direct stratégique 2: Les ménages vulnérables en situation de déplacement prolongé et les communautés à risque dans les zones touchées par une insécurité alimentaire chronique disposent toute l'année d'un accès sûr à une alimentation suffisante et nutritive et renforcent leur résilience face aux chocs

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Prise en compte de la nutrition

Catégorie d'effet direct correspondante 1.1: Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Indicateur d'effet direct 1.1.1: Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille

Indicateur d'effet direct 1.1.2: Indice des stratégies de survie

Indicateur d'effet direct 1.1.3: Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indicateur d'effet direct 1.1.4: Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Indicateur d'effet direct 1.1.5: Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Indicateur d'effet direct 1.1.6: Score de consommation alimentaire – nutrition

Indicateurs propres au pays:

Taux de scolarisation des garçons et des filles

Proportion de garçons et de filles qui poursuivent leurs études

Ratio filles/garçons

Approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER).

Produit 2.1: Les femmes, les hommes, les filles et les garçons en situation d'insécurité alimentaire dans les communautés à risque reçoivent une assistance alimentaire pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.

Catégorie de produit correspondante A1: Ressources non assorties de conditions transférées

A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons

A.2 Quantité de produits alimentaires fournis

A.5 Quantité d'articles non alimentaires distribués

A.6 Nombre d'institutions recevant une assistance

A.7 Nombre de détaillants participant aux programmes de transferts de type monétaire

A.8 Nombre de rations fournies

CADRE LOGIQUE

<p>Produit 3.1: <i>Les femmes, les hommes et les communautés touchés par l'insécurité alimentaire au sortir d'une crise reçoivent une assistance alimentaire pour améliorer les moyens d'existence, en vue d'un redressement rapide.</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante A2: Ressources assorties de conditions transférées</i></p> <p>A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons</p> <p>A.2 Quantité de produits alimentaires fournis</p> <p>A.5 Quantité d'articles non alimentaires distribués</p> <p>A.8 Nombre de rations fournies</p>
<p>Produit 4.1: <i>Les femmes et les hommes en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées participent à la création d'actifs pendant les saisons de soudure en échange de vivres ou d'espèces leur permettant de combler les pénuries alimentaires à court terme.</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante A2: Ressources assorties de conditions transférées</i></p> <p>A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons</p> <p>A.2 Quantité de produits alimentaires fournis</p> <p>A.3 Montant total de l'aide monétaire fournie aux bénéficiaires ciblés</p> <p>A.4 Valeur totale des bons (exprimée en produits/espèces) échangés par les bénéficiaires ciblés</p> <p>A.5 Quantité d'articles non alimentaires distribués</p> <p>A.7 Nombre de détaillants participant aux programmes de transferts de type monétaire</p> <p>A.8 Nombre de rations fournies</p>
<p>Produit 5.1: <i>Les femmes et les hommes en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées participent à la création d'actifs et à des programmes de filets de sécurité fondés sur des activités productives, pour améliorer leur productivité et leur sécurité alimentaire et, sur le long terme, être en mesure de s'adapter aux changements environnementaux et de contribuer à la régénération des écosystèmes.</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante D: Actifs créés</i></p> <p>D.1 Nombre d'actifs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées, par type et unité de mesure</p> <p><i>Catégorie de produit correspondante A2: Ressources assorties de conditions transférées</i></p> <p>A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons</p> <p>A.2 Quantité de produits alimentaires fournis</p>

CADRE LOGIQUE

	<p>A.3 Montant total de l'aide monétaire fournie aux bénéficiaires ciblés</p> <p>A.4 Valeur totale des bons (exprimée en produits/espèces) échangés par les bénéficiaires ciblés</p> <p>A.5 Quantité d'articles non alimentaires distribués</p> <p>A.7 Nombre de détaillants participant aux programmes de transferts de type monétaire</p> <p>A.8 Nombre de rations fournies</p> <p><i>Catégorie de produit correspondante D: Actifs créés</i></p> <p>D.1 Nombre d'actifs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblés, par type et unité de mesure</p>
<p>Activité 2: Assurer une alimentation scolaire et conduire à titre expérimental une initiative d'alimentation scolaire utilisant la production locale à l'intention des écoliers des écoles primaires dans les régions ciblées.</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 4: Repas scolaires</i></p>
<p>Activité 3: Fournir une assistance alimentaire saisonnière ciblée aux populations hôtes touchées par l'insécurité alimentaire pendant les saisons de soudure pour surmonter les pénuries alimentaires à court terme.</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 1: Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture</i></p>
<p>Activité 4: Fournir une assistance alimentaire pour la création d'actifs dans les communautés ciblées à l'appui du redressement rapide.</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 2: Création d'actifs et appui aux moyens d'existence</i></p>
<p>Activité 5: Fournir une assistance alimentaire pour la création d'actifs productifs et d'infrastructures de marché communautaires et appuyer la protection de l'environnement et l'adaptation.</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 2: Création d'actifs et appui aux moyens d'existence</i></p>

CADRE LOGIQUE

But stratégique 1: <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</i>	
Objectif stratégique 2: <i>Améliorer la nutrition</i>	
Résultat stratégique 2: <i>Personne ne souffre de malnutrition</i>	
Cibles nationales des ODD et indicateurs: sont concernés tous les volets de la politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition pour 2015-2035 et l'Engagement 3 pris à l'occasion de l'examen stratégique de 2016 de la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun: Éliminer la faim d'ici à 2030 – éliminer le retard de croissance chez les enfants âgés de moins de 2 ans.	
Priorités du PNUAD au Cameroun: pilier 2 – Améliorer l'état de santé des populations ciblées et prévenir toutes les formes de malnutrition chez l'enfant.	
<p>Effet direct stratégique 3: D'ici à 2020, les taux de malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que chez les femmes et les hommes vulnérables vivant dans les districts prioritaires touchés par l'insécurité alimentaire reculent conformément aux normes nationales</p> <p><i>Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience</i></p>	<p><i>Catégorie d'effet direct correspondante 2.1: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées</i></p> <p>Indicateur d'effet direct 2.1.1: Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (<i>couverture</i>)</p> <p>Indicateur d'effet direct 2.1.2: Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (<i>observance</i>)</p> <p>Indicateur d'effet direct 2.1.3: Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable</p> <p>Indicateur d'effet direct 2.1.4: Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération, de mortalité, d'abandon du traitement et de non-réaction au traitement</p> <p>Indicateur d'effet direct 2.1.5: Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes</p>
<p>Produit 6.1: <i>Les filles et les garçons ciblés âgés de 6 à 59 mois, et les femmes et les hommes sous traitement antirétroviral qui souffrent de malnutrition bénéficient d'un ensemble de mesures visant à prévenir la malnutrition.</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante B: Aliments nutritifs fournis</i></p> <p>B.1 Quantité de produits alimentaires enrichis fournis</p> <p>B.2 Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis</p> <p><i>Catégorie de produit correspondante A1: Ressources non assorties de conditions transférées</i></p> <p>A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons</p> <p>A.2 Quantité de produits alimentaires fournis</p> <p>A.3 Nombre d'institutions recevant une assistance</p>

CADRE LOGIQUE

	Indicateur propre au pays: Nombre de sites prévoyant un ensemble minimum de mesures de prévention
Produit 7.1: Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes et les filles enceintes et les mères allaitantes et les personnes vivant avec le VIH qui suivent une thérapie antirétrovirale et souffrent de malnutrition dans les zones ciblées reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient des activités connexes de communication sur les changements sociaux et comportementaux visant à améliorer leur état nutritionnel.	<i>Catégorie de produit correspondante H: Services et plateformes partagés mis à disposition</i> H.1 Nombre de services partagés fournis, par type H.2 Nombre de modules dirigés par le PAM en service, par type H.10 Nombre d'agents humanitaires recevant des services de santé, par organisme et par type Indicateur propre au pays: Nombre de services complémentaires fournis, par type et par organisation
Produit 8.1: Les populations vulnérables fréquentant les centres de santé de district bénéficient de l'amélioration de la capacité des acteurs au niveau des districts à mettre en œuvre le plan d'action conjoint pour la prévention de la malnutrition.	<i>Catégorie de produit correspondante E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</i> E.3 Nombre de personnes recevant des conseils en matière de nutrition fournis avec l'appui du PAM <i>Catégorie de produit correspondante C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</i> C.1 Nombre d'agents sanitaires des districts de santé et des communautés formés à la prévention de la malnutrition C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées
Activité 6: Conduire des activités de prévention de la malnutrition, notamment des programmes de supplémentation alimentaire généralisée à l'intention des enfants âgés de 6 à 59 mois, de traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 24 à 59 mois et de distribution d'aliments sur ordonnance aux patients sous traitement antirétroviral qui souffrent de malnutrition.	<i>Catégorie d'activité correspondante 6: Prévention de la malnutrition</i>
Activité 7: Former les agents sanitaires des collectivités à la prévention de la malnutrition grâce à la mise en place de systèmes de coordination et de partenariats multisectoriels.	<i>Catégorie d'activité correspondante 8: Renforcement des capacités individuelles</i>
Activité 8: Améliorer la capacité de mise en œuvre du plan d'action conjoint et d'appui au mouvement SUN dans les districts de santé.	<i>Catégorie d'activité correspondante 9: Renforcement des capacités institutionnelles</i>

CADRE LOGIQUE

But stratégique 1: <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</i>	
Objectif stratégique 3: <i>Assurer la sécurité alimentaire</i>	
Résultat stratégique 3: <i>La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus</i>	
Cibles nationales des ODD et indicateurs: Engagement 1 pris au titre du Plan national d'investissement agricole pour 2014-2020: développer les ressources en terres et en eau et améliorer le niveau de vie des producteurs ruraux grâce à l'accroissement de l'accès aux intrants, au financement et aux marchés.	
Priorités du PNUAD au Cameroun: pilier 4 – Renforcer la résilience des populations ciblées afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et les chocs environnementaux, sociaux et économiques.	
<p>Effet direct stratégique 4: D'ici à 2020, les revenus des petits exploitants agricoles touchés par l'insécurité alimentaire, notamment les femmes, vivant dans les districts prioritaires des régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est augmentent durablement, ce qui contribue à améliorer leur autosuffisance et leurs moyens d'existence ainsi qu'à accroître leur productivité</p> <p><i>Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience</i></p>	<p><i>Catégorie d'effet direct correspondante 3.1: Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants</i></p> <p>Indicateur d'effet direct 3.1.2: Proportion de pertes après récolte</p> <p>Indicateur d'effet direct 3.1.3: Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM</p>
<p>Produit 9.1: <i>Les petits exploitants agricoles, femmes et hommes, résidant dans des environnements à risque ont accès à des actifs et des pratiques agricoles améliorés contribuant à accroître leur productivité, à renforcer leur résilience et à faciliter leur intégration dans les filières.</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante F: Achats effectués auprès de petits exploitants</i></p> <p>F.1 Nombre de petits exploitants recevant un appui/une formation</p> <p>F.2 Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et d'aliments nutritifs spécialisés achetés à des fournisseurs locaux</p>
<p>Activité 9: <i>Fournir une assistance technique aux petits exploitants et aux coopératives agricoles – en privilégiant la représentation des femmes et l'encadrement des activités par celles-ci – en matière de gestion après récolte et d'intégration dans des filières, en collaboration avec le FIDA et la FAO.</i></p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 8: Renforcement des capacités individuelles</i></p>

CADRE LOGIQUE

Résultats transversaux et indicateurs

C.1 Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences

Indicateurs correspondants:

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2 Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Indicateur correspondant:

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3 L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM

Indicateurs correspondants:

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3. Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement

Indicateur correspondant:

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

But stratégique 2: *Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD*

Objectif stratégique 4: *Appuyer la mise en œuvre des ODD*

Résultat stratégique 5: *Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD*

Cibles nationales des ODD et indicateurs: Engagement 4 pris au titre de la politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition pour 2015-2035: établir un système multisectoriel pour la coordination des activités relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition qui soit efficace à tous les niveaux.

Priorités du PNUAD: toutes les priorités du PNUAD au Cameroun (ODD 17)

Effet direct stratégique 5: D'ici à 2030, les efforts déployés par le Gouvernement en vue d'éliminer la faim sont appuyés par des partenariats efficaces

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Catégorie d'effet direct correspondante 5.2 (Satisfaction de la demande des partenaires concernant la prestation de services de qualité)*

Indicateur d'effet direct 5.2.1 Taux de satisfaction des usagers

Indicateur propre au pays: Score de capacité Faim zéro

CADRE LOGIQUE

<p>Produit 10.1: Les personnes touchées par l'insécurité alimentaire dans les zones ciblées bénéficient de l'extension des filets de protection sociale dans le contexte d'un système national visant l'élimination de la faim.</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante H: Services et plateformes partagés mis à disposition</i></p> <p>H.11 Nombre d'organismes utilisant les plateformes communes de transferts de type monétaire</p>
<p>Produit 11.1: Les populations touchées par l'insécurité alimentaire dans les zones ciblées bénéficient de l'amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services communs fournis dans le cadre de partenariats opérationnels.</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés</i></p> <p>M.1 Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>
<p>Produit 11.2: Les populations touchées par l'insécurité alimentaire dans les zones ciblées bénéficient de l'amélioration des systèmes nationaux de gestion des données, de suivi et de reddition de comptes, permettant de suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'ODD 2.</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante H: Services et plateformes partagés mis à disposition</i></p> <p>H.1 Nombre de services partagés fournis, par type</p> <p>H.2 Nombre de modules dirigés par le PAM en service, par type</p> <p>H.11 Nombre d'organismes utilisant les plateformes communes de transferts de type monétaire</p> <p>Indicateur propre au pays:</p> <p>Nombre de partenaires utilisant le mécanisme établi par le PAM pour permettre aux bénéficiaires de faire part de leurs réclamations et observations</p> <p><i>Catégorie de produit correspondante C: (Services et plateformes partagés mis à disposition)</i></p> <p>C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation</p> <p>C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées</p> <p>C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées</p>
<p>Activité 10: Doter le Gouvernement des compétences techniques requises pour coordonner les activités visant à éliminer la faim et améliorer les systèmes d'alerte rapide, de préparation et de planification des interventions.</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 9: Renforcement des capacités institutionnelles</i></p>
<p>Activité 11: Fournir un appui technique spécialisé aux partenaires et aux parties prenantes pour appuyer la mise en place d'un système de filet de sécurité national qui tienne compte des questions de nutrition et de la problématique hommes-femmes et soit réactif en cas de choc, en collaboration avec la Banque mondiale, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et le Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation, et assurer une gestion commune des systèmes informatiques, des entrepôts et des couloirs d'acheminement.</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 10: Prestation de services et plateformes</i></p>

CADRE LOGIQUE

But stratégique 2: <i>Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD</i>	
Objectif stratégique 5: <i>Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD</i>	
Résultat stratégique 8: <i>Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD</i>	
Cibles nationales des ODD et indicateurs: s. o.	
Priorités du PNUAD au Cameroun: s. o.	
Effet direct stratégique 6: <i>La communauté humanitaire au Cameroun a accès aux Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies jusqu'à ce que d'autres solutions satisfaisantes soient disponibles</i> <i>Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise</i>	<i>Catégorie d'effet direct correspondante 8.1: Amélioration des plateformes de coordination communes*</i> Indicateur d'effet direct 8.1.1: Taux de satisfaction des usagers
Produit 6.1: <i>La communauté humanitaire a accès à des services aériens humanitaires sûrs et d'un bon rapport coût-efficacité pour atteindre sans entrave les bénéficiaires et les sites d'intervention.</i>	<i>Catégorie de produit correspondante H: Services et plateformes partagés mis à disposition</i> H.7 Nombre total de passagers transportés
Produit 6.2: <i>La communauté humanitaire dispose d'une capacité de transport aérien suffisante pour acheminer le personnel et le fret des interventions humanitaires urgentes et assurer les évacuations pour raisons médicales ou de sécurité.</i>	<i>Catégorie de produit correspondante H: Services et plateformes partagés mis à disposition</i> H.4 Volume total des cargaisons transportées
Activité 12: <i>Assurer des services aériens sûrs et fiables à l'intention de la communauté humanitaire jusqu'à ce que d'autres solutions soient disponibles.</i>	<i>Catégorie d'activité correspondante 10: Prestation de services et plateformes</i>

* Englobe la coordination des modules d'action groupée chargés de la logistique, des télécommunications d'urgence et de la sécurité alimentaire.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
SABER	Approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation
SCOPE	plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts
SUN	Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance